



fives

Industry can do it

RAPPORT FINANCIER

Exercice 2022

Les CHIFFRES clés



+ 100
implantations
dans 25 pays

Une présence internationale,
au plus près des industriels



32 centres
de recherche
et d'essais



Des collaborateurs de
81 nationalités
différentes

2027 M€

DE CHIFFRE D'AFFAIRES

2786 M€

D'ENREGISTREMENTS
DE COMMANDES

2346 M€

DE CARNET DE COMMANDES

367 M€

DE FONDS PROPRES

2267

BREVETS EN VIGUEUR
DANS 669 FAMILLES

PLUS DE
8500

COLLABORATEURS

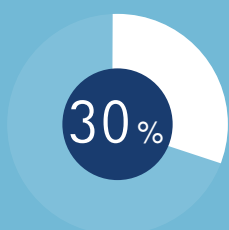
- CONCEPTION ●
- FABRICATION ●
- INSTALLATION ●
- SERVICE ●
- MAINTENANCE ●

GROUPE D'INGÉNIERIE INDUSTRIELLE,

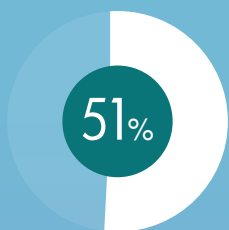
Fives conçoit et réalise des machines, des équipements de procédés et des lignes de production pour les plus grands industriels mondiaux.

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES

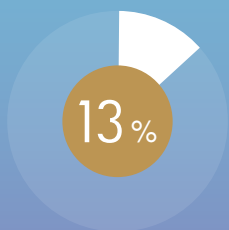
par activité



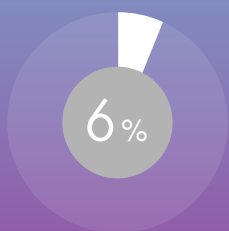
SMART
AUTOMATION
SOLUTIONS



PROCESS
TECHNOLOGIES



HIGH PRECISION
MACHINES



AUTRES



À PROPOS DE FIVES

SOMMAIRE

Rapport d'activité	04
Indicateurs extra-financiers	10
Gouvernement d'entreprise	16
Renseignements financiers et juridiques	20
Comptes consolidés de l'exercice 2022	23
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	62
Assemblée générale ordinaire annuelle du 5 avril 2023	64
Texte des décisions	64

RAPPORT DE GESTION

À L'ASSOCIÉ UNIQUE DÉLIBÉRANT EN DATE DU 5 AVRIL 2023

1. ACTIVITÉ DU GROUPE FIVES EN 2022

1.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCIAL

Sur la lancée de ses performances commerciales du second semestre de 2021, Fives a réalisé, en 2022, un niveau d'enregistrements de commandes historique. À 2786 M€, celles-ci s'affichent en hausse de 897 M€ (soit plus de 40%, avant effet de change favorable de 123 M€) par rapport à 2021 (1889 M€), et de 669 M€ par rapport au record précédent, établi en 2017 (2117 M€), confirmant l'alignement de la stratégie du Groupe avec les grandes tendances de marché à l'œuvre : croissance de l'e-commerce liée aux changements des modes de consommation et nécessité d'automatiser pour faire face aux pénuries de ressources pour la Division Smart Automation Solutions ; prise de conscience des enjeux climatiques et de la nécessité de travailler à la décarbonation de l'industrie pour la Division Process Technologies ; enjeux de souveraineté nationale sur les segments considérés comme stratégiques pour la Division High Precision Machines. L'évolution du mix géographique reflète également une belle percée en Amérique du Nord, où le Groupe, historiquement bien implanté dans les activités High Precision Machines, est parvenu à gagner des parts de marché dans les Divisions Smart Automation Solutions et Process Technologies.

Cette performance remarquable s'établit dans un contexte pourtant marqué par des crises majeures, qui ont été les catalyseurs de déséquilibres dont les sous-jacents avaient émergé depuis l'été 2021, bouleversant les référentiels macro-économiques dans lesquels s'inscrivait le monde depuis plusieurs années.

Les conséquences de la guerre en Ukraine (qui s'est, par ailleurs, accompagnée de la disparition de plusieurs dizaines de millions d'euros d'opportunités d'enregistrements de commandes additionnels en Russie, où de nombreux clients historiques du Groupe avaient annoncé des programmes d'investissements significatifs) et de la mise en place d'un confinement particulièrement strict face à la pandémie de Covid-19 en Chine, ont en effet fortement affecté l'environnement d'exécution des affaires. Les perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement (liées aux pénuries de composants électroniques, à la contraction de l'offre de sous-ensembles manufacturés, et à une logistique de plus en plus complexe) et l'accélération de l'inflation (qui s'est reflétée, pour l'industrie, dans la hausse significative des prix des matières premières et de l'énergie), se sont traduits par une complexité opérationnelle accrue, tandis que le resserrement des politiques monétaires à l'échelle mondiale, renchérissant l'accès au financement, a mis sous pression les retours sur investissements attendus. Dans ce contexte, le Groupe est, globalement, parvenu à préserver ses marges, répercutant la hausse des coûts et l'allongement des délais dans ses prix de vente et ses plannings d'exécution.

1.2. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL PAR MARCHÉ

Smart Automation Solutions

L'Activité conçoit, réalise et installe des solutions de tri haute cadence, de maintenance et de robotisation à forte valeur ajoutée, à destination des secteurs de l'e-commerce, des biens de consommation et de la distribution. Elle propose également des solutions d'automatisation des flux dans l'industrie générale.

Dans le domaine de l'e-commerce, la consommation a été affectée par l'inflation et les perturbations des chaînes logistiques (production et transport), tandis que la fin des périodes de confinement et des restrictions de déplacements s'est accompagnée d'une reprise de la fréquentation et des achats en magasins. L'année 2022 a ainsi vu les volumes de marchandises transportées se contracter, après la croissance exceptionnelle enregistrée durant les deux années précédentes, marquées par la pandémie. Ce contexte a porté un coup d'arrêt aux programmes d'investissements de nombreux acteurs du secteur devenus surcapacitaires, au premier rang desquels Amazon. Si cette situation a fortement affecté plusieurs de ses concurrents, le Groupe a, pour sa part, poursuivi sa dynamique de croissance, s'appuyant sur la diversité de son portefeuille. D'abord, en matière de clients, où son exposition aux sociétés de messagerie et aux opérateurs postaux, qui ont continué d'investir, lui permet d'être moins dépendants des acteurs de l'e-commerce. Ensuite, en matière d'applications : la moindre activité sur le segment des centres de tri (après la mise en service de nombreux hubs régionaux ces dernières années) est désormais compensée par le développement de plateformes automatisées agiles permettant d'assurer plus efficacement la logistique du dernier kilomètre et par la croissance du service, qu'il s'agisse de contrats de maintenance visant à assurer la disponibilité d'installations fortement sollicitées, ou de rétrofits permettant d'améliorer les performances des sites les plus anciens. Enfin, en matière de géographies : présent sur tous les continents, Fives a maintenu ses niveaux d'enregistrements en Europe et au Japon (où il bénéficie historiquement d'un très bon positionnement), tout en prenant des parts de marché en Amérique du Nord, qui devient désormais sa première zone d'activité.

Sur le segment des biens de consommation, les acteurs de l'agro-alimentaire et de la grande distribution sont confrontés à des mutations profondes, qui se sont accélérées depuis la pandémie. La nécessité de répondre à l'évolution des comportements d'achats des consommateurs finaux tout en faisant face à la pénurie de main d'œuvre les pousse à investir dans l'automatisation de leurs plateformes de stockage et dans des solutions robotisées de préparation de commandes et palettisation. Si l'activité du Groupe est restée stable dans ce domaine en 2022, se concentrant encore principalement en France, les tendances de marché sont particulièrement bien orientées sur le moyen-terme.

Sur le segment de l'industrie, l'année a été marquée par l'accélération de la stratégie d'électrification des véhicules annoncée par la majorité des constructeurs automobiles, qui s'est traduite par une hausse des investissements dans des lignes d'assemblage de véhicules (plus lourds), de moteurs et de batteries ainsi que de nouveaux systèmes de remplissage. Aux États-Unis, ce mouvement s'est par ailleurs accompagné de nombreux programmes de modernisation des lignes existantes, qui, bien que destinées à la production de véhicules à moteurs thermiques, doivent répondre à de nouvelles réglementations visant à réduire l'émission de gaz à effet de serre.

Au total, les enregistrements de commandes de la Division s'établissent à 834 M€, en hausse de 154 M€ (23%) par rapport à 2021 (680 M€), sous l'effet de la percée réalisée sur le segment de l'e-commerce en Amérique du Nord et de la confirmation de la première vague d'investissements dans le domaine de l'électro-mobilité.

High Precision Machines

L'Activité est spécialisée dans la réalisation de machines-outils haute précision à destination des secteurs de l'automobile, de l'industrie générale et de l'aéronautique.

Dans le domaine de l'automobile, l'activité commerciale a rebondi aux États-Unis et au Mexique, où plusieurs programmes de modernisation des installations existantes ont été lancés. En Europe, la pénurie de composants électroniques et les perturbations des chaînes d'approvisionnements ont en revanche contraint les constructeurs à réduire leurs volumes de production et à maintenir un strict contrôle de leurs dépenses de fonctionnement, tandis que la tendance de fond vers l'électrification des moteurs se traduit par ailleurs, depuis deux ans et de même qu'en Chine, par la quasi-absence d'investissements dans la rectification d'organes mécaniques complexes destinés aux moteurs à combustion.

Dans le domaine de l'aéronautique, marqué post-pandémie par la baisse du trafic et par des enjeux environnementaux au cœur des préoccupations, les constructeurs consacrent leurs programmes d'investissement au développement d'avions monocouloirs à faible empreinte carbone. La demande a ainsi été tirée, en Europe, par les objectifs de montée en cadence ambitieux annoncés par Airbus pour sa gamme A320, et en Chine, par la certification du C919. En Amérique du Nord, l'activité est en revanche restée stable, principalement dans le service, Boeing étant toujours convalescent et contraint financièrement.

Dans le domaine de l'industrie générale, les tendances sous-jacentes sont restées inchangées en Europe, où l'activité industrielle reste atone, tandis qu'aux États-Unis, les effets du plan d'infrastructures voté fin 2021 se font toujours attendre. Les tensions géopolitiques croissantes à l'échelle mondiale (illustrées en 2022 par la guerre engagée par la Russie en Ukraine), ont toutefois remis au premier plan les enjeux de souveraineté et soutenu les investissements sur le segment de la défense, en particulier en Amérique du Nord.

Au total, les enregistrements de commandes dans l'Activité High Precision Machines s'affichent à 367 M€, en hausse de 68 M€ (+ 23%) par rapport à 2021 (299 M€), principalement dans les domaines de l'automobile en Amérique du Nord et de l'aéronautique en France et en Chine.

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2019	2020	2021	2022
Amériques	476,4	560,7	695,6	1 117,7
Asie et Océanie	382,7	320,1	394,1	528,1
Europe	836,2	622,3	715,0	741,1
Moyen-Orient et Afrique	145,4	109,3	84,2	398,6
Total	1 840,7	1 612,4	1 888,9	2 785,5
Dont économies matures	67%	75%	73%	67 %
Dont pays émergents	33%	25%	27%	33 %
<i>Dont Chine</i>	11 %	9 %	10 %	9 %
<i>Dont Autres</i>	22 %	16 %	17 %	24 %

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ACTIVITÉ

En millions d'€	2019	2020	2021	2022
Smart Automation Solutions	581,3	672,5	679,8	834,2
High Precision Machines	352,0	274,9	298,7	366,6
Process Technologies	761,4	490,0	702,1	1 415,0
Activités transverses et autres activités	146,0	175,0	208,3	169,7
Total	1 840,7	1 612,4	1 888,9	2 785,5

Process Technologies

Spécialisée dans le développement des procédés industriels, l'Activité conçoit, réalise et installe des équipements ou des lignes de production complètes à destination des secteurs de l'aluminium, du ciment, de l'acier, du verre et de l'énergie.

Dans les technologies de process, l'année 2022 a vu le retour des grands projets, après cinq années durant lesquelles les incertitudes et l'absence de visibilité sur les perspectives à moyen termes ont freiné les décisions d'investissements.

Le Groupe a ainsi enregistré plusieurs commandes significatives, en particulier : deux nouvelles lignes de production d'acier pour Nucor aux États-Unis, en réponse à la demande croissante des marchés de l'automobile et de la construction, dans un contexte politique qui privilégie l'investissement local ; une cimenterie complète pour le groupe Vicat au Sénégal, portée par les besoins en infrastructures sur la zone, et conçue dans l'objectif de réduire l'usage des combustibles fossiles et la consommation énergétique ; et la fourniture d'une flotte automatisée de ponts roulants d'électrolyse pour le groupe Emirates Global Aluminium en remplacement d'installations anciennes, dans un contexte où les prix élevés de l'aluminium favorisent les investissements de modernisation. Au total, ces commandes représentent près d'un demi-milliard d'euros.

L'année a par ailleurs été marquée par les sanctions envers la Russie, qui ont rendu impossible l'enregistrement de commandes auprès de grands clients historiques du Groupe, qui avaient pourtant annoncé des programmes d'investissements ambitieux, en particulier dans les domaines de l'aluminium (où Rusal, premier producteur mondial, affichait l'objectif de remplacer une partie de ses installations existantes par des technologies plus efficaces en matière de consommation d'énergie et d'émissions de CO₂) et de l'acier. L'absence durable de ces clients constitue un manque à gagner non négligeable pour le Groupe.

L'environnement commercial de la Division Process Technologies s'est toutefois profondément transformé depuis deux ans. Alors que l'activité était, historiquement, rythmée par les cycles d'investissements capacitaires, majoritairement dans les pays émergents, elle est désormais portée, toutes géographies confondues, par les enjeux climatiques, au cœur de la stratégie des grands donneurs d'ordre du secteur, que ce soit dans leurs processus de production (qui sont à l'origine de près de 25% des émissions industrielles mondiales de CO₂) ou dans le développement d'applications à destination de segments de marché favorisant la décarbonation.

L'importance accordée par les clients à la réduction de leur consommation d'énergie et de leurs émissions de CO₂ s'est reflétée au travers de projets de modernisation de fours de réchauffage dans le domaine de l'acier, et de programmes d'électrification des fours de fusion dans le domaine du verre, où Fives a noué des partenariats stratégiques avec deux acteurs qu'il accompagne, les groupes Verallia et Pochet. Dans le domaine du ciment, plusieurs projets visant à utiliser de l'argile calcinée en substitution du clinker ont vu le jour. Enfin, dans le domaine de l'aluminium, le niveau élevé des cours et le positionnement favorable des producteurs du Moyen-Orient et du Canada, capables d'accéder à une énergie décarbonée et à bas coût, a soutenu l'investissement de modernisation des installations et le service.

L'activité commerciale a également bénéficié de la forte croissance de certains marchés finaux contribuant à la transition bas carbone, comme

celui de l'électro-mobilité, qui favorise le développement de capacités dans l'acier au silicium (en particulier en Chine et en Corée du Sud, où Fives a décroché des commandes pour Baosteel et Posco) ou celui du verre photovoltaïque, en Chine et désormais en Europe. Enfin, le Groupe a enregistré une progression significative de ses commandes dans le domaine de la cryogénie : en Europe, où la hausse du prix de l'énergie et la nécessité de trouver une alternative au gaz russe ont soutenu les investissements sur le segment du gaz naturel liquéfié (LNG) ; en Chine, où la demande soutenue d'azote pur pour le marché de l'électronique et d'oxygène pour les unités de production d'acier et de conversion de charbon porte l'activité sur le segment de la séparation des gaz de l'air ; et aux États-Unis, où le Groupe a enregistré ses premières commandes de boîtes froides hydrogène dans le cadre du partenariat signé en début d'année avec Plug Power, et finalisé sa première pompe hydrogène dédiée à l'alimentation de piles à combustibles.

Au total, les enregistrements de commandes dans l'Activité Process Technologies s'affichent ainsi à 1415 M€, au double du niveau de 2021 (702 M€). Au-delà du retour des grands projets, pour près d'un demi-milliard d'euros, ils progressent de 30%, portés notamment par les enjeux de décarbonation.

Activités transverses et autres activités

Cet ensemble regroupe principalement les activités de Fives dans les domaines de la maintenance industrielle et de la tuyauterie nucléaire en France.

Dans le domaine du nucléaire, le Groupe bénéficie de la croissance des activités de maintenance, le parc installé vieillissant nécessitant de plus en plus d'interventions fortuites (réparation des réseaux affectés par les problématiques de corrosion sous contrainte) ou programmées au titre du « grand carénage » (dans l'objectif d'allonger la durée d'exploitation des centrales existantes).

Les projets de nouveaux EPR annoncés par le gouvernement français pour accroître la production d'énergie décarbonée, qui assurent à Fives d'excellentes perspectives commerciales, ne donneront en revanche lieu à de nouvelles commandes qu'à partir de la fin de l'exercice 2023.

Dans le domaine de la maintenance industrielle, les enregistrements de commandes retrouvent pour leur part un niveau plus normatif, après avoir bénéficié en 2021 du renouvellement, avec succès, de plusieurs contrats pluriannuels significatifs auprès de grands acteurs du transport, de la logistique et de la défense.

Dans ce contexte, les enregistrements de commandes de l'année 2022 s'établissent à 170 M€. La baisse de 38 M€ par rapport à 2021 se décompose en une progression de 29 M€ (+ 29%) dans le domaine du nucléaire, et une baisse de 67 M€ dans le domaine de la maintenance industrielle.

2. PERFORMANCE FINANCIÈRE

2.1. PRINCIPES COMPTABLES ET ÉLÉMENTS DE COMPARABILITÉ

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en normes IFRS. Le périmètre de consolidation est comparable à celui de l'exercice précédent.

L'effet de change est favorable sur les enregistrements de commandes (123 M€), le chiffre d'affaires (84 M€) et l'EBITDA (6 M€) du fait principalement de l'appréciation du dollar par rapport à l'euro sur l'exercice.

2.2. RÉSULTATS DU GROUPE EN 2022

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2022 s'élève à 2 027 M€, en hausse de 303 M€ par rapport à 2021 (1 724 M€), dont un effet de change favorable de 84 M€. Cette progression (+ 13% à change constant), sous l'effet notamment d'un carnet d'ouverture plus élevé (+ 15%), provient principalement de la Division Process Technologies. L'avancement des projets dans les Divisions High Precision Machines et surtout Smart Automation Solutions a, pour sa part, été ralenti par les pénuries de composants électroniques.

Par rapport à la période pré-Covid (1 999 M€ en 2019), le chiffre d'affaires baisse légèrement à change constant, l'augmentation de 28 M€ comprenant un effet de change favorable de 45 M€. La progression de la Division Smart Automation Solutions compense la baisse de la Division High Precision Machines.

Marge brute

Le taux de marge brute de l'exercice 2022 s'établit à 19,1%, en baisse de 0,2 point par rapport à 2021 et 2019 (19,3%) du fait des inefficiences de production générées par les perturbations sur les chaînes d'approvisionnement (dont l'impact est estimé à 0,3 point de marge).

Le Groupe est ainsi parvenu, de façon générale, à répercuter à ses clients la hausse des prix des matières premières, de l'énergie et des coûts logistiques, tout en maîtrisant les effets de l'allongement des délais de livraison sur les plannings d'exécution.

Frais généraux

Les frais généraux s'élèvent à 306 M€ en 2022, en hausse de 36 M€ par rapport à 2021, dont un effet de change de 11 M€. A change constant, la hausse de 25 M€ se décompose de la façon suivante :

- + 10 M€ de masse salariale, soit + 5% par rapport à 2021, dont environ 4% au titre des augmentations salariales (à l'échelle mondiale) ;
- + 5 M€ de frais de déplacements (qui restent toutefois très inférieurs aux années pré-Covid) ;
- + 10 M€ sur les autres dépenses, soit + 14% par rapport à 2021, matérialisant la pression à la hausse sur les coûts de fonctionnement (dont une partie est corrélée au chiffre d'affaires).

Par rapport à la période pré-Covid (302 M€ en 2019), les frais généraux augmentent de 4 M€, mais baissent de 2 M€ à change constant. Cette baisse se décompose de la façon suivante :

- - 8 M€ de frais de déplacements, qui ont été contenus très en-dessous des niveaux pré-Covid (- 37%), grâce à la digitalisation et aux nouveaux modes de travail à distance ;
- + 3 M€ de masse salariale et + 3 M€ d'autres dépenses, pour lesquelles les économies structurelles réalisées en 2020 et 2021 permettent d'absorber une partie des hausses de 2022.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels, incluant la participation et intéressement des salariés, s'établissent à - 2 M€ en 2022, en ligne avec 2021 (- 3 M€).

SYNTHÈSE DES CHIFFRES CONSOLIDÉS

En millions d'€	2019	2020	2021	2022
Chiffre d'affaires	1 998,9	1 610,2	1 723,9	2 027,0
Marge brute	386,3	300,0	332,7	387,0
Frais généraux (dont R&D)	(302,3)	(258,6)	(270,4)	(306,4)
Autres produits et charges opérationnels (dont participation et intéressement)	(12,0)	(5,2)	(2,8)	(1,7)
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions	(16,1)	(13,6)	(11,0)	(10,3)
Résultat opérationnel courant (EBIT)	56,0	22,6	48,4	68,5
EBITDA	120,3	81,5	104,0	125,5
Résultat opérationnel	38,0	14,7	75,7	75,0
Résultat financier	(11,0)	(38,3)	(6,8)	(15,3)
Résultat avant impôt	27,0	(23,6)	68,9	59,6
Charge d'impôt	(26,0)	(24,3)	(30,0)	(29,1)
Quote-part de résultat des sociétés MEE	(23,6)	(26,9)	(21,5)	(20,7)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(22,6)	(74,8)	17,5	9,8
Résultat net (part du Groupe)	(22,8)	(75,1)	17,3	9,4

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

En millions d'€	2019	2020	2021	2022
Smart Automation Solutions	582,7	542,1	688,5	714,8
High Precision Machines	414,1	288,2	249,5	308,8
Process Technologies	859,5	636,5	623,3	820,5
Activités transverses et autres activités	142,6	143,4	162,6	182,9
Total	1 998,9	1 610,2	1 723,9	2 027,0

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2019	2020	2021	2022
Amériques	585,9	450,1	585,1	795,2
Asie et Océanie	447,8	390,9	360,1	385,1
Europe	797,4	643,9	689,2	682,9
Moyen-Orient et Afrique	167,8	125,3	89,5	163,8
Total	1 998,9	1 610,2	1 723,9	2 027,0
Dont économies matures	64%	70%	72%	71%
Dont pays émergents	36%	30%	28%	29%
Dont Chine	9%	11%	10%	9%
Dont Autres	27%	19%	18%	20%

Par rapport à 2019 (- 12M€), l'amélioration de 10 M€ provient de la révision à la baisse des impacts liés au plan de rémunération fondé sur des actions comptabilisées en 2019, de charges diverses inférieures en 2022 (participation et intéressement, retraites, coûts de départs individuels) et de produits divers comptabilisés en 2022.

EBITDA

L'EBITDA du Groupe s'affiche à 125M€ en 2022, en hausse de 21M€ (+21%) par rapport à 2021 (104M€), dont un effet de change favorable de 6 M€. Par rapport à la période pré-Covid (120M€ en 2019), il progresse de 5 M€, dont un effet de change favorable de 3M€.

L'EBITDA s'établit ainsi à 6,2% du chiffre d'affaires, 0,2 point au-dessus de 2021 et de 2019 (6,0%), malgré un contexte d'exécution des affaires beaucoup plus complexe, marqué par une inflation significative et des perturbations majeures dans les chaînes d'approvisionnement.

Résultat opérationnel courant (EBIT)

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'affiche à 69M€ en 2022, également en hausse de 21M€ par rapport à 2021 (48M€).

Par rapport à 2019 (56M€), il progresse de 13M€, la charge d'amortissements ayant diminué par ailleurs (principalement l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions).

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel de 2022 s'établit à 75M€. Il est en ligne avec 2021 (76M€), mais inclut notamment les variations suivantes :

- hausse du résultat opérationnel courant (+ 21 M€) ;
- baisse des coûts de restructuration (- 4 M€). La charge de restructuration de 2022 (2,5 M€) concerne principalement la Division High Precision Machines et correspond à la finalisation des plans de réduction des coûts initiés les années précédentes. Pour mémoire une charge de restructuration de 18 M€ avait été comptabilisée en 2019 ;
- ces effets étant compensés par le produit généré en 2021 par l'opération d'apport des activités 3D métal de la Division High Precision Machines à la joint-venture AddUp (25M€).

Résultat financier

Le résultat financier inclut le coût de l'endettement net, le résultat de change (incluant les effets de terme des instruments dérivés de couverture de change et la variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture), les charges financières relatives aux plans de pensions à prestations définies (effet de la désactualisation de l'engagement net du rendement attendu des actifs des plans) et aux IDR en France, ainsi que les opérations liées aux participations.

Il s'affiche en perte de 15 M€ en 2022, à comparer à une perte de 7M€ en 2021.

	2019	2020	2021	2022
Coût de l'endettement net	(11,0)	(16,0)	(19,7)	(19,3)
Autres éléments financiers	0	(22,3)	12,9	4,0
- dont gains et pertes de change	6,4	(20,3)	14,8	16,0
- dont incidence des couvertures de change	(4,7)	(0,9)	(0,8)	(5,9)
- dont Autres	(1,7)	(1,1)	(1,1)	(6,1)
Résultat financier	(11,0)	(38,3)	(6,8)	(15,3)

Le coût de l'endettement net s'élève à 19M€ et reste stable par rapport à 2021. L'effet de la hausse des taux d'intérêts n'a pas été matériel dans la mesure où il s'est fait ressentir à partir du quatrième trimestre uniquement, et où une partie de la dette est à taux fixe. Par ailleurs, l'endettement moyen a été inférieur en 2022 à celui de 2021.

Les autres éléments financiers affichent un produit de 4M€, en baisse de 9M€ par rapport à 2021 (13M€). Ils comprennent :

- un gain de change net de 16M€ (à comparer à un gain de 15M€ en 2021), cristallisé principalement au travers d'opérations de remboursements ou de capitalisation, à des cours euro/dollar plus favorables que le cours d'ouverture, sur les prêts en dollars consentis par Fives à ses Filiales américaines ;
- une charge de 12M€ par ailleurs (à comparer à une charge de 2M€ en 2021), provenant, d'une part, des effets de terme des instruments dérivés de couverture de change, et, d'autre part, de provisions diverses.

Par rapport à la période pré-Covid (charge de 11M€ en 2019), la charge financière augmente de 4M€. La hausse du coût de l'endettement financier (- 8M€) consécutive à la mise en place de nouvelles dettes (notamment prêts garantis par les États) est en partie compensée par les autres éléments financiers (+ 4M€).

Impôt

La charge d'impôt de l'exercice 2022 s'affiche à 29M€, en baisse de 1M€ par rapport à 2021 (30M€), malgré un résultat opérationnel courant en hausse. Cette baisse s'explique par le mix géographique : les résultats s'améliorent principalement aux États-Unis, où le Groupe dispose de déficits reportables, alors qu'ils baissent dans des pays où il paie de l'impôt (notamment le Japon).

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

Cette ligne comprend principalement la quote-part de résultat net du sous-groupe AddUp (joint-venture contrôlée conjointement par Fives et Michelin), consolidé par mise en équivalence, qui développe et commercialise des machines et des ateliers de production industriels, et conçoit et fabrique par ailleurs des pièces à haute valeur ajoutée, via la technologie de « fabrication additive métallique » (communément appelée impression 3D Métal).

Le rythme d'adoption de cette technologie de rupture, qui bouleverse les modes de production établis, reste progressif. Dans ce contexte, et avec la poursuite d'efforts de développement (notamment aux États-Unis, premier marché mondial pour ce type de technologies), la contribution d'AddUp au résultat net du Groupe s'affiche en perte de 21M€, comme en 2021.

Résultat net

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit en profit de 10M€ en 2022, à comparer à un profit de 17M€ en 2021. Bien que le résultat opérationnel courant progresse de 21M€ en 2022, l'exercice 2021 avait bénéficié de produits non récurrents dans le résultat opérationnel non courant et le résultat financier.

Par rapport à 2019 (perte de 23M€), le résultat net de l'ensemble consolidé progresse de 32M€, sous l'effet du résultat opérationnel courant (+ 13M€) et d'une charge de restructuration en forte baisse (+16M€) par rapport à un exercice 2019 marqué par des actions de réduction des coûts significatives.

3. PERSPECTIVES DU GROUPE FIVES

Le carnet de clôture de l'année 2022 s'établit à 2346M€, en hausse de près de 50% par rapport à 2021 (1582M€), qui constituait déjà le niveau le plus élevé de tous temps pour le Groupe.

Ce carnet de commandes apporte à l'ensemble des Divisions une excellente visibilité sur leurs niveaux d'activité et de charge pour les deux prochaines années. Sur le plus long terme, les perspectives commerciales du Groupe, portées par les tendances fondamentales à l'œuvre autour des enjeux d'automatisation, de digitalisation, de décarbonation et de souveraineté, n'ont, enfin, jamais été aussi bien orientées.

CARNET DE COMMANDES PAR ACTIVITÉ

En millions d'€	31.12.19	31.12.20	31.12.21	31.12.22
Carnet de commandes au 31 décembre	1 402,1	1 372,2	1 582,4	2 346,3
Smart Automation Solutions	504,7	624,5	642,6	767,9
High Precision Machines	190,3	166,7	216,8	279,9
Process Technologies	611,9	454,4	550,2	1 139,0
Activités transverses et autres activités	95,2	126,6	172,8	159,5
Total	1 402,1	1 372,2	1 582,4	2 346,3

CARNET DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	31.12.19	31.12.20	31.12.21	31.12.22
Amériques	275,7	365,1	505,0	848,5
Asie et Océanie	387,3	310,4	354,3	467,2
Europe	618,4	596,1	627,1	689,6
Moyen-Orient et Afrique	120,7	100,6	96,0	341,0
Total	1 402,1	1 372,2	1 582,4	2 346,3
Dont économies matures	62%	67%	68%	65%
Dont pays émergents	38%	33%	32%	35%
<i>Dont Chine</i>	13%	12%	12%	10%
<i>Dont Autres</i>	25%	21%	20%	25%

INDICATEURS EXTRA-FINANCIERS

En tant que concepteur de machines, d'équipements de procédé et de lignes de production pour les plus grands groupes industriels du monde, Fives est au cœur de nombreux enjeux de développement durable auxquels l'industrie est confrontée. Pour répondre à ces enjeux de durabilité et de performance industrielle, Fives développe des produits innovants alliant efficacité énergétique, réduction des émissions et sécurité des machines.

Pour nous permettre de répondre au mieux aux demandes de nos clients et plus globalement de l'ensemble de nos parties prenantes sur ces enjeux, des indicateurs ont été identifiés pour piloter et suivre les évolutions du Groupe en matière sociale, environnementale, d'innovation. Le reporting mis en place permet de mesurer l'avancement des actions menées au sein du Groupe, et de rendre compte, régulièrement, des évolutions.

Les reportings RH (indicateurs sociaux) et Innovation sont établis sur le périmètre de consolidation financière. Le périmètre retenu pour la remontée des données Santé Sécurité et Environnement est basé sur des critères d'effectifs et d'activité qui peuvent amener des écarts par rapport au périmètre de la consolidation financière.

INDICATEURS SOCIAUX

	2020	2021	2022	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Effectifs	8 047	8 175	8 562	1 853	4 178	1 351	1 180
Effectifs fin d'année venant d'acquisitions/apports effectués dans l'année	0	153	0	0	0	0	0
Effectifs fin d'année des sociétés entrant dans le périmètre consolidé	0	10	0	0	0	0	0
Nombre de recrutements (CDI)	877	1 099	1 477	521	638	157	161
Effectifs par genre							
Pourcentage d'hommes	84%	84%	83%	84%	83,70%	83%	79%
Pourcentage de femmes	16%	16%	17%	16%	16,30%	17%	21%
Part de femmes dans le management - total	17%	18%	17%	19%	20%	12%	14%
Part de femmes parmi les Directeurs Généraux	3%	5%	7%	6%	13%	0%	7%
Part de femmes dans les Comités de direction	20%	18%	20%	22%	24%	15%	16%
Part de femmes N-2 (managers rapportant directement à un membre du comité de direction)	18%	21%	17%	18%	18%	11%	13%
Nombre de nationalités	79	69	81				
Effectifs par tranche d'âge							
Moins de 20 ans	0%	0%	0%	0,71%	0,13%	0,07%	0,09%
de 20 à 29 ans	13%	12%	13%	14%	13%	14%	11%
de 30 à 39 ans	28%	27%	26%	22%	26%	22%	38%
de 40 à 49 ans	26%	27%	27%	22%	28%	26%	31%
de 50 à 59 ans	25%	25%	25%	26%	27%	29%	16%
60 ans et plus	7%	9%	9%	16%	6%	9%	4%
Effectifs par ancienneté							
Moins de 5 ans	43%	46%	47%	51%	45%	44%	48%
de 5 à 10 ans	16%	22%	20%	17%	20%	21%	24%
de 11 à 15 ans	14%	11%	11%	6%	13%	9%	15%
de 16 à 20 ans	8%	6%	6%	4%	7%	6%	5%
de 21 à 25 ans	5%	6%	5%	3%	6%	8%	2%
de 26 à 30 ans	5%	3%	4%	6%	3%	5%	3%
de 31 à 35 ans	4%	4%	4%	4%	4%	5%	1%
de 36 à 40 ans	3%	2%	2%	4%	1%	2%	1%
41 ans et plus	2%	2%	1%	4%	0%	1%	0%

(*) Y compris Moyen-Orient et Australie

	2020	2021	2022
Effectifs par zone géographique			
Amériques	19%	20%	22%
France	51%	50%	49%
Europe (hors France)	16%	16%	16%
Asie et Afrique (y compris Moyen-Orient et Australie)	14%	13%	14%
Effectifs par Activité			
Smart Automation Solutions	20%	24%	24%
High Precision Machines	22%	17%	17%
Process Technologies	40%	37%	38%
Siège social	2%	2%	2%
Autres	17%	19%	18%
Gestion des compétences et de la mobilité			
Proportion des effectifs passés en CEDRE ¹	55%	68%	59%
Proportion des effectifs ayant régulièrement un entretien d'évaluation	71%	74%	72%
Proportion des effectifs ayant suivi une formation	63%	72%	76%
Nombre de mises à disposition ²	228	155	49
Nombre de personnes rencontrées en entretiens Starter ³	468	610	526

¹ CEDRE: Comité de carrière («Comité d'Évaluation et de Développement des Ressources Humaines»)

² Nombre de mises à disposition concernant le périmètre France

³ Entretiens starter : Bilans d'intégration réalisés 6 à 18 mois après l'arrivée des nouveaux embauchés

L'année 2022 a été marquée par une augmentation significative du nombre de recrutements, pour lesquels nous avons mis en œuvre, en France là où les besoins ont été plus nombreux, un dispositif visant à apporter du support aux Filiales, en coordonnant les recrutements de même nature et en optimisant l'utilisation de la capacité de recrutement interne. Plusieurs campagnes de cooptation ont également été menées en interne.

En matière de diversité, les données de 2022 nous permettent d'observer une légère augmentation de la part des femmes dans notre effectif. L'analyse de la répartition des femmes démontre par ailleurs que nos plans d'actions en faveur du développement de nos collaboratrices commencent à porter leurs fruits: nous comptons à nouveau 20% de femmes dans les comités de Direction, contre 18% en 2021 et la proportion de femmes dans les directeurs généraux atteint 7% contre 5% et 3% les années précédentes.

INDICATEURS INNOVATION

	2020	2021	2022
Dépenses R&D en millions d'€	28,8	28,3	28,8
Nature des dépenses en R&D			
Coûts des brevets et marques	9%	6%	9%
Standards et formalisation du savoir-faire	8%	6%	6%
Amélioration continue des produits	28%	27%	32%
Développement de nouveaux produits et procédés	40%	42%	36%
Activités de recherche et innovation radicale	16%	19%	16%
Brevets et marques			
Nombre de brevets déposés en vigueur	2016	2116	2267
Nombre de familles de brevets en vigueur	612	627	669
Nombre de premiers brevets déposés (nouvelles inventions brevetées)	50	46	63
Nombre de premiers brevets déposés liés à la performance énergétique et environnementale des équipements	11	12	11
Pourcentage de ces premiers brevets liés à la performance énergétique et environnementale des équipements	22%	26%	17%
Nombre de familles de marques «produits» enregistrées ou en cours d'enregistrement	139	141	138
Nombre de centres de recherche et d'essais			
Nombre de centres de recherche et d'essais ¹	31	31	32
<i>France: 14, Amériques: 8, Europe hors France: 7, Asie : 3</i>			

¹ Toutes les Filiales qui mènent des essais de R&D sur leurs produits dans un espace dédié pour cela sont comptabilisées

L'effort de Recherche&Développement du Groupe reste focalisé sur les principales attentes du marché:

- décarbonation des procédés industriels ;
- accroissement de l'usage des énergies décarbonées ;
- développement de l'économie circulaire ;
- digitalisation et cybersécurité ;
- logistique urbaine.

La répartition de l'effort entre les activités de recherche, le développement de nouveaux produits et l'amélioration de la gamme existante sont sensiblement inchangés par rapport aux années précédentes, ce qui traduit une bonne maîtrise du portefeuille de projets.

PRÉAMBULE AUX DONNÉES PAR SITES ET AUX STATISTIQUES ENVIRONNEMENT/SANTÉ SÉCURITÉ / ÉTHIQUE

Le reporting en matière de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) prend en compte l'ensemble des sites ayant un effectif moyen supérieur à 10 en 2022, ainsi que la totalité des sites ayant une activité industrielle.

INDICATEURS TRANSVERSAUX RSE

	2020	2021	2022	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Nombre de Filiales dans le périmètre du reporting RSE	74	73	73	20	19	14	20
Filiales acquises en n-1 rentrées dans le périmètre RSE en n	0	0	1	0	0	0	0
Filiales intégrées dans le périmètre RSE	0	0	1	0	1	0	0
Nombre total de sites	108	104	101	22	36	19	24
Sites industriels	44	44	41	12	15	7	7
Sites de bureaux	31	29	29	5	10	6	8
Sites mixtes, centres d'essais et agences	33	31	32	5	11	6	9
Système de management Qualité							
Nombre de sites certifiés ISO 9001	77	71	67	11	27	14	15
Nombre de sites en cours de certification ISO 9001	1	3	4	3	0	0	1

* Y compris Moyen-Orient et Australie

INDICATEURS SANTÉ SÉCURITÉ

	2019	2020	2021	2022
Nombre de sites industriels	43	44	44	41
Nombre de sites certifiés sécurité*	28	33	32	30
Nombre de sites en cours de certification sécurité	2	2	3	6
Pourcentage de sites industriels certifiés sécurité	32%	39%	39%	39%
Pourcentage de Filiales avec une politique Santé Sécurité écrite et diffusée	88%	88%	82%	84%
ETP ¹ Santé Sécurité dans le Groupe	71	69	67	72
Nombre d'accidents graves**	3	3	2	1
Dont nombre d'accidents mortels	1	0(2 ²)	0	0
Nombre d'accidents avec arrêt de travail ≥ 1j	54	37	41	44
Taux de fréquence des accidents avec arrêt (TFI) (Nombre d'accidents du travail avec arrêt (≥ 1j) x 1 000 000 / Nombre d'heures travaillées)	3,39	2,65	2,92	2,83
Taux de gravité (Nombre de jours d'arrêt suite à accident (≥ 1j) x 1000 / Nombre d'heures travaillées)	0,20	0,10	0,10	0,11

¹ ETP : équivalent temps plein

² Sous-traitants - 2 décès sur un chantier au Mexique en 2020

* Certifications OHSAS 18001 ou MASE (Manuel d'Amélioration Sécurité des Entreprises), système de management sécurité français

** Accidents graves: accident pouvant générer des séquelles réversibles ou irréversibles significatives, ou pouvant entraîner la mort

Après deux années perturbées par la crise Covid-19, l'activité du Groupe Fives a retrouvé son niveau de 2019.

Comparés à cette année de référence, les résultats Sécurité sont en nette progression, les accidents de travail avec arrêt étant passés de 53 à 44, le taux de fréquence de 3,31 à 2,83 et le taux de gravité ayant été divisé par 2, passant de 0,22 à 0,11.

Ces résultats sont le fruit d'une mobilisation de toutes les équipes qui ont su mettre en œuvre les moyens nécessaires pour garantir la sécurité des salariés, intérimaires et sous-traitants, sur nos sites ou sur sites client.

En 2023, la priorité est donnée à la détection et au traitement de toutes les situations dangereuses, avant même qu'elles se transforment en presqu'accident ou en accident. C'est en effet la prévention des situations dangereuses qui permettra aux Filiales de tendre vers le zéro accident.

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

	2019	2020	2021	2022	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Nombre de sites certifiés ISO 14001 (tous types de sites confondus)	47	50	48	46	12	17	10	7
Certification ISO 14001 des sites industriels								
Nombre de sites industriels	43	44	44	41	12	15	7	7
Nombre de sites industriels certifiés	34	35	34	33	10	12	7	4
Nombre de sites en cours de certification	3	2	3	2	1	0	0	1
Pourcentage de sites industriels certifiés	79%	80%	77%	80%	83%	80%	100%	57%
Certification ISO 14001 des autres types de sites (bureaux, sites mixtes, centres d'essais, agences)								
Nombre de sites non industriels certifiés	13	15	14	13	2	5	3	3
Pourcentage de sites non industriels certifiés	20%	23%	23%	28%	17%	29%	30%	43%
Système de management de l'environnement								
Pourcentage de sites avec une politique Environnement écrite et diffusée	67%	68%	67%	65%	13%	22%	10%	20%
ETP** Environnement dans le Groupe	25,2	22,4	24	29	9	10	5	5
Consommation d'énergie en GWh								
Consommation d'électricité en GWh	63,8	61,5	63,2	63	26	20	5	12
Consommation de gaz naturel et de fioul en GWh	62,7	56,4	58,8	56	32	15	8	1
Consommation totale d'énergie en GWh	126,4	117,9	122	119	58	35	13	13
Consommation d'énergie en k€								
Consommation d'électricité en k€	6625	6156	6381	8744	3145	2726	963	1910
Consommation de gaz naturel et de fioul en k€	1970	1746	2075	3882	1030	927	938	987
Consommation totale d'énergie en k€	8595	7901	8456	12626	4175	3653	1901	2897
Consommation d'énergie kWh par heure travaillée (salariés + intérimaires)	7,9	8,4	8,2	7,5	16	5	5,5	4,6
Émissions de Gaz à Effet de Serre (Scope 1 & 2)								
Scope 1 (tonnes eq. CO ₂)	16248	14367	16096	14341				
Scope 2 (tonnes eq. CO ₂)	18272	18926	18907	19620				
Scope 1 & 2 (tonnes eq. CO ₂)	34520	33293	35003	33962				
Consommation d'eau								
Consommation d'eau (sites industriels) en m ³	99204	86420	97038	110384	28088	27838	18297	36161
Consommation d'eau en litre par heure travaillée (salariés + intérimaires)	7,7	7,7	7,6	7	7,8	4	7,7	13

* Y compris Moyen-Orient et Australie

** ETP: équivalent temps plein

Si la performance environnementale du Groupe reste globalement stable en valeur absolue, les consommations rapportées aux heures travaillées se réduisent.

La consommation d'énergie par heure travaillée a ainsi baissé de 5% depuis 2019, sous l'effet des actions déployées sur les sites pour améliorer la performance énergétique des bâtiments et des process industriels.

En lien avec cette démarche de performance énergétique, le Groupe s'est fixé un objectif de réduction de ses émissions de CO₂ (scope 1&2) de -30% d'ici 2030 (2019 étant l'année de référence), objectif compatible avec une trajectoire 2°C. Cet objectif est un engagement fort de la stratégie climat de Fives.

INDICATEURS ÉTHIQUE

	2020	2021	2022
Nombre de salariés ayant suivi une formation Éthique des Affaires	395	913	1 819
<i>Nombre de directeurs et de membres de comités exécutifs ayant suivi une formation spécifique</i>	-	-	172

Le Groupe a étendu son dispositif de lutte contre la corruption et poursuivi la sensibilisation de ses employés à travers son programme de formation en e-learning et en présentiel, notamment en matière de lutte contre la corruption, d'éthique des affaires, de droit d'alerte, de contrôle des exports et de biens à double usage, de lutte contre la discrimination, de respect du droit de la concurrence et plus généralement de respect du code de conduite du Groupe.

En 2022, une attention particulière a été portée à la sensibilisation des directeurs et membres des comités exécutifs des Filiales et du Groupe, avec notamment des programmes spécifiquement mis en place pour les instances dirigeantes et animés par la Direction des Risques et Conformité du Groupe.

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

Fives, Société par Actions Simplifiée (SAS), est présidée par Frédéric Sanchez qui agit sous le contrôle d'un Comité de Surveillance.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction Générale est assumée par le Président.

Le Président représente Fives à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Fives dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions expressément attribuées par la loi et les statuts à la collectivité des associés et au Comité de Surveillance.

COMPOSITION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Frédéric Sanchez, 63 ans, Président.

Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018 pour une durée indéterminée.

LE COMITÉ DE SURVEILLANCE

Le Comité de Surveillance est un organe statutaire de Fives. Ses principales missions sont les suivantes :

- Il prend connaissance du rapport trimestriel établi par le Président sur la bonne marche du groupe Fives.
- Il contrôle et vérifie les comptes sociaux et consolidés annuels de Fives qui lui sont présentés par le Président dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice. S'il le souhaite, il présente aux associés ses observations sur le rapport de gestion du Président ainsi que sur les comptes sociaux et consolidés annuels.
- Il statue sur les demandes d'approbation préalable portant sur les décisions et opérations qui lui sont soumises.
- Il peut décider de la constitution de comités spécifiques chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis. Dans ce cadre, un Comité d'Audit a été créé.
- Il peut en outre, dans le cadre de ses attributions, se saisir de toute question intéressant Fives et ses Filiales, opérer à tout moment les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut également se faire communiquer, sur sa demande et dans des délais raisonnables, les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

COMPOSITION DU COMITÉ DE SURVEILLANCE

Philippe Reichstul, 74 ans, Président et membre du Comité de Surveillance. Renouvelé dans ces fonctions respectivement le 26 mars 2021 et le 7 avril 2021, ses mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Alain Cianchini, 40 ans, membre du Comité de Surveillance. Nommé à cette fonction le 23 janvier 2020, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2022.

François Dufresne, 62 ans, membre du Comité de Surveillance. Renouvelé dans cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Dominique Gaillard, 63 ans, membre du Comité de Surveillance. Renouvelé dans cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Heyoung H Lee Bouygues, 51 ans, membre du Comité de Surveillance. Renouvelée dans cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Antonio Marcegaglia, 59 ans, membre du Comité de Surveillance. Renouvelé dans cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Jean-Georges Malcor, 66 ans, membre du Comité de Surveillance. Renouvelé dans cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Laurence Parisot, 64 ans, membre du Comité de Surveillance. Renouvelée dans cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Jean-Dominique Senard, 70 ans, membre du Comité de Surveillance. Renouvelé dans cette fonction le 6 avril 2022, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2024.

Stéphane Guichard, 45 ans, membre du Comité de Surveillance. Nommé à cette fonction le 7 avril 2021, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Les organes sociaux de Fives sont assistés dans leurs prises de décisions par des organes opérationnels dont un Comité de Direction Générale soutenu par un Comité Exécutif et des Comités de Coordination et d'Orientation par pays.

LE COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

Placé auprès du Président de Fives, le Comité de Direction Générale :

- arrête les politiques transverses du Groupe et définit ses priorités,
- gère les questions opérationnelles et organisationnelles communes aux Divisions,
- réalise les arbitrages budgétaires,
- et réfléchit aux évolutions structurelles et stratégiques du Groupe.

Il gère également les événements imprévus ayant potentiellement un impact significatif sur la vie du Groupe ainsi que les crises ou cas d'urgence.

Il se réunit au moins une fois toutes les six semaines.

COMPOSITION DU COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

Frédéric Sanchez, 63 ans, Président, Président de la Division High Precision Machines

Denis Mercier, 63 ans, Directeur Général Adjoint Fives

Suresh Abye, 44 ans, Directeur Financier

Alain Cordonnier, 62 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Cement, Minerals & Sugar

Sébastien Gauguier, 47 ans, Président de la Division Aluminium

Guillaume Mehlman, 58 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Steel & Glass

Céline Morcrette, 44 ans, Directrice des Ressources Humaines

Luigi Russo, 49 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Smart Automation Solutions

Michelle Shan, 57 ans, Directrice Pays Chine

Frédéric Thrum, 51 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Energy

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif est principalement chargé d'assurer la mise en œuvre des décisions prises par le Comité de Direction Générale et d'examiner la pertinence et l'efficacité des politiques transversales sur la base du retour d'expérience de leur application. C'est un lieu d'échange, d'information et de partage d'expérience pour ses membres ayant vocation à renforcer la transversalité des actions du Groupe.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif est composé des membres du Comité de Direction Générale:

Frédéric Sanchez, 63 ans, Président, Président de la Division High Precision Machines

Denis Mercier, 63 ans, Directeur Général Adjoint Fives

Suresh Abye, 44 ans, Directeur Financier

Alain Cordonnier, 62 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Cement, Minerals & Sugar

Sébastien Gauguier, 47 ans, Président de la Division Aluminium

Guillaume Mehlman, 58 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Steel & Glass

Céline Morcrette, 44 ans, Directrice des Ressources Humaines

Luigi Russo, 49 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Smart Automation Solutions

Michelle Shan, 57 ans, Directrice Pays Chine

Frédéric Thrum, 51 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Energy

Ainsi que des personnes suivantes:

Hervé Boillot, 53 ans, Directeur Fusions & Acquisitions, Stratégie

Daniel Brunelli-Brondeux, 62 ans, Directeur Pays Inde

Arnaud Lecœur, 52 ans, Directeur Juridique

Frédéric Renaud, 70 ans, Directeur Pays Italie

Thierry Valot, 55 ans, Directeur Innovation & Digital

LES COMITÉS DE COORDINATION ET D'ORIENTATION PAYS

Ces comités assurent, par zone géographique, la mise en œuvre des politiques transversales arrêtées par le Comité de Direction Générale, les adaptent, le cas échéant, aux spécificités de chaque pays, et favorisent les synergies entre Filiales d'un même pays appartenant à des Divisions différentes.

Ces comités sont également des lieux d'échanges des bonnes pratiques entre Filiales d'une zone géographique, et d'informations (sur le Groupe, le pays...). Ils ont aussi pour mission d'attirer l'attention de la Direction Générale du Groupe sur des enjeux spécifiques au pays.

Ils réunissent les Directeurs Généraux des Filiales du pays concerné ainsi que les Directeurs Fonctionnels dudit pays (en fonction des sujets traités). Ils sont présidés par les Directeurs Pays. Un membre du Comité de Direction Générale participe systématiquement à ces réunions.

Ils se réunissent trois à quatre fois par an.

LE DIRECTEUR PAYS

L'ensemble des sociétés du Groupe œuvrant dans un même pays (ou région) est placé, à l'intérieur d'une structure matricielle, sous l'autorité d'un Directeur Pays, qui :

- soutient l'activité commerciale du Groupe dans les Pays qu'il supervise ;
- anime, le cas échéant, le Comité de Coordination et d'Orientation dudit pays ;
- est le correspondant privilégié des départements fonctionnels de Fives et, à ce titre, coordonne le support apporté par ceux-ci aux Filiales du pays ;
- anime la communauté des représentants des départements fonctionnels locaux, en lien avec les départements fonctionnels de Fives et en tenant compte des particularités locales ;
- veille à ce que les instructions et directives de Fives soient comprises et respectées et, le cas échéant, informe Fives de leurs difficultés d'application ;
- assiste Fives dans le processus d'intégration des Filiales nouvellement acquises ;
- gère la relation locale de Fives avec les parties prenantes locales et coordonne la relation des Filiales du pays avec celles-ci ;
- est une force de proposition sur les synergies pays.

LE COMITÉ D'AUDIT

Ce comité a été créé par le Comité de Surveillance.

Il a pour mission générale d'assister le Comité de Surveillance dans le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations financières et comptables, et plus particulièrement :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- du contrôle des comptes sociaux et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

COMPOSITION DU COMITÉ D'AUDIT

Dominique Gaillard, Président du Comité d'Audit.

François Dufresne, membre du Comité d'Audit.

Alain Cianchini, membre du Comité d'Audit.

Heyoung H Lee Bouygues, membre du Comité d'Audit.

Stéphane Guichard, membre du Comité d'Audit.

LE CONTRÔLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations s'inscrivent dans le cadre défini par les valeurs fondamentales du Groupe, les lois et règlements applicables, les orientations données par les organes sociaux et les normes et règles internes ;
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion reflètent avec sincérité l'activité et la situation du Groupe.

Concernant la prévention et la maîtrise des risques, l'organisation du groupe Fives est fondée sur :

- la qualité, l'implication et la responsabilisation des équipes de direction des sociétés du Groupe ;
- une coordination par Division et, le cas échéant, par Business Unit ;
- la mise en œuvre, dans le cadre d'un processus concerté entre les différentes sociétés du Groupe et leur Division de rattachement, de Directives, constituant un instrument privilégié de maîtrise des risques et servant également d'assise aux limitations internes apportées par les Conseils d'administration (ou organes équivalents) des sociétés du Groupe aux pouvoirs de leurs Directeurs Généraux (ou fonctions équivalentes).

En particulier, chaque offre engageante significative fait l'objet d'une revue approfondie dont l'objectif est d'éviter de prendre des risques susceptibles d'avoir un impact majeur sur l'équilibre financier du futur contrat ou de nature à affecter de manière négative l'activité ou l'image de la société dans un secteur industriel ou géographique déterminé.

De la même façon, chaque affaire en cours significative fait l'objet, au minimum une fois par trimestre, d'une revue détaillée impliquant les principaux dirigeants de chacune des sociétés du Groupe dans le but d'effectuer un diagnostic précis sur le déroulement de l'affaire et ses enjeux contractuels, techniques et financiers, et de prendre toute décision appropriée.

Concernant l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière, le contrôle interne s'articule autour des éléments suivants :

- la mise en place d'une filière professionnelle comptable et financière commune au groupe Fives développant l'expérience des personnels ;
- un référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation homogènes ;
- un outil de consolidation et de gestion intégré et commun au Groupe, permettant de s'assurer de la concordance des données comptables et des informations de gestion.

LE CONTRÔLE EXTERNE

Les Commissaires aux comptes de la société sont :

-**Ernst & Young et Autres**, représenté par Pierre Jouanne, renouvelé dans ses fonctions le 28 juin 2018.

-**Deloitte & Associés**, représenté par Pascal Colin, renouvelé dans ses fonctions le 28 juin 2018.

Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes effectuent une revue limitée des comptes consolidés semestriels et un audit complet des comptes sociaux et consolidés annuels. Les comptes sociaux et les comptes consolidés de la société ont fait l'objet, jusqu'à présent, de certifications sans réserve.



RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ET JURIDIQUES

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Capital social

Le capital social de Fives s'élève au 31 décembre 2022 à 102 723 764€. Il est divisé en 2 185 612 actions de 47€ de nominal chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont nominatives.

Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital.

Évolution du capital social

Le capital social n'a fait l'objet d'aucune évolution au cours de l'exercice 2022.

Actionnariat

Depuis 2018, la Caisse de Dépôt et Placement du Québec («CDPQ») et l'Office d'investissement des Régimes de Pensions du Secteur Public («PSP»), deux des plus grands gestionnaires de fonds de caisses de retraite au Canada sont actionnaires minoritaires du Groupe, aux côtés du management et d'Ardian, présent au capital de Fives depuis 2012, qui conserve une participation minoritaire.

Plan d'options d'achat d'actions et attribution gratuites d'actions

Il n'existe pas, au 31 décembre 2022, de plan d'options d'achat d'actions ou d'attribution gratuites d'actions qui auraient été mis en place par la société.

Dividendes / Distribution de réserves

Il n'a été versé aucun dividende au titre des exercices 2020, 2021 et 2022.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Dénomination et siège social

Fives, 3 rue Drouot, 75009 Paris.

Forme juridique

Société par Actions Simplifiée depuis le 20 décembre 2018.

Durée

La durée de la société est fixée jusqu'au 1^{er} janvier 2039, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Registre du commerce

542 023 841 RCS Paris.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Objet social (résumé de l'article 2 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger toutes activités d'ingénierie dans les domaines de l'industrie et notamment dans les domaines liés à la production et à l'utilisation de l'énergie, à la production de l'aluminium, du ciment, du verre, de l'acier, du sucre et de produits chimiques, à l'industrie manufacturière (automobile, aéronautique, logistique...) et, dans ce cadre, toutes activités concernant l'étude, la mise au point et la réalisation de projets de toute nature sous forme de prestations de services, de bureau d'études et d'ingénieur conseil ainsi que la conception, la mise au point, l'acquisition de tous droits de propriété, de tous procédés et de tous moyens de fabrication industriels, la conclusion de toutes licences ou de tous accords relatifs à ces biens.

Affectation et répartition des résultats (résumé de l'article 27 des statuts)

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour être affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint le dixième du capital social ; il retrouve son caractère obligatoire lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Le solde augmenté, le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui décident souverainement de son affectation. À ce titre, ils peuvent, en totalité ou partiellement,

l'affecter à la dotation de toutes réserves générales ou spéciales, le reporter à nouveau ou le répartir entre les associés, conformément aux dispositions des articles L. 232-11 et suivants du Code de commerce.

Le solde, s'il en existe, est attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, est réparti par décision de la collectivité des associés statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 23 des statuts, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 23 des statuts et conformément aux dispositions des articles L. 232-11 et suivants du Code de commerce, peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés inscrites au bilan à un compte spécial et reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Conditions de tenue des Assemblées générales (résumé des articles 21, 22 et 23 des statuts)

La consultation de la collectivité des associés est effectuée à l'initiative du Président de la société, de l'un des Directeurs Généraux Délégués, s'ils ont été nommés, du Comité de Surveillance ou d'un ou plusieurs associé(s) détenant (individuellement ou ensemble) plus de 50% du capital social de la société.

Les décisions collectives résultent, (i) d'une assemblée générale, (ii) d'une consultation écrite ou (iii) d'un acte sous seing privé exprimant le consentement de tous les associés. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance. Le président de séance désigne le secrétaire de séance qui peut être un associé ou un tiers.

Les décisions de la collectivité des associés, qu'elles soient sous seing privé, résultant d'une consultation écrite ou d'une assemblée générale, sont retranscrites sur des procès-verbaux consignés dans un registre coté

et paraphé, tenu selon les modalités précisées aux articles R. 225-22 et R. 225-49 du Code de commerce (sur renvoi de l'article R. 225-106 du Code de commerce).

Chaque associé peut participer à toutes les décisions collectives quelles qu'elles soient, par lui-même ou par le mandataire de son choix, et dispose d'autant de voix qu'il possède d'actions, sans limitation.

Sauf lorsque l'unanimité est requise, la collectivité des associés ne délibère valablement que si les associés, présents ou représentés, rassemblent plus de la moitié des actions de la société ayant droit de vote.

Les décisions collectives des associés sont prises à l'unanimité des associés lorsque la loi le requiert ; les autres décisions collectives sont adoptées à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés.

Documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à la société et en particulier les statuts, procès-verbaux des décisions collectives des associés et rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés par les associés au siège social.



SOMMAIRE COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS	24	3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICES	36
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL.....	24	4. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION.....	36
BILANS CONSOLIDÉS.....	25	5. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	36
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	26	5.1. Information par secteur opérationnel.....	36
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES.....	27	5.2. Chiffre d'affaires.....	38
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	28	5.3. Charges de personnel et effectifs.....	38
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	28	5.4. Frais de recherche et développement	39
2. PRINCIPES COMPTABLES.....	28	5.5. Autres produits et charges opérationnels	39
2.1. Déclaration de conformité.....	28	5.6. Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant	39
2.2. Bases de préparation des états financiers consolidés.....	28	5.7. Coûts de restructuration.....	39
2.3. Présentation des états financiers.....	28	5.8. Résultat de cessions et frais d'acquisitions.....	39
2.4. Méthodes de consolidation.....	28	5.9. Résultat financier.....	40
2.5. Jugements et estimations significatifs	29	5.10. Impôts courants et différés.....	40
2.6. Transactions en devises étrangères.....	29	5.11. Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence....	42
2.7. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro.....	30	5.12. Écarts d'acquisition	42
2.8. Information sectorielle.....	30	5.13. Immobilisations incorporelles.....	43
2.9. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition	30	5.14. Immobilisations corporelles	43
2.10. Frais de recherche et développement	31	5.15. Actifs financiers courants et non courants.....	44
2.11. Immobilisations incorporelles.....	31	5.16. Stocks et travaux en cours.....	45
2.12. Immobilisations corporelles	31	5.17. Actifs et passifs de contrats.....	45
2.13. Contrats de location	31	5.18. Créances clients.....	45
2.14. Pertes de valeur des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles.....	31	5.19. Autres actifs courants.....	46
2.15. Actifs financiers (hors instruments dérivés).....	32	5.20. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	46
2.16. Passifs financiers (hors instruments dérivés).....	32	5.21. Tableau des flux de trésorerie.....	47
2.17. Instruments dérivés.....	33	5.22. Capitaux propres	48
2.18. Carnet de commandes.....	33	5.23. Provisions courantes et non courantes.....	48
2.19. Chiffre d'affaires	33	5.24. Dettes financières courantes et non courantes.....	52
2.20. Actifs et passifs de contrats.....	34	5.25. Autres passifs courants et non courants.....	54
2.21. Stocks et travaux en cours (hors actifs et passifs de contrat)....	34	5.26. Gestion des risques financiers	54
2.22. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	34	5.27. Valeur des actifs et passifs financiers par catégorie	57
2.23. Provisions.....	34	5.28. Engagements hors bilan.....	58
2.24. Engagements en matière de retraites.....	35	5.29. Parties liées.....	58
2.25. Provision pour médailles du travail	35	5.30. Honoraires des commissaires aux comptes.....	58
2.26. Rémunération fondée sur des actions.....	35	5.31. Événements postérieurs à la clôture.....	58
2.27. Impôts sur les résultats.....	35	5.32. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2022	59

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	31.12.22	31.12.21
Chiffre d'affaires	5.2	2 026 970	1 723 916
Coût des ventes		(1 639 936)	(1 391 256)
Marge brute		387 034	332 660
Frais commerciaux		(112 289)	(96 567)
Frais administratifs		(171 612)	(154 052)
Frais de recherche et développement	5.4	(22 532)	(19 766)
Participation et intéressement des salariés		(2 987)	(2 807)
Autres produits et charges opérationnels	5.5	1 237	(36)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	5.6	(10 345)	(11 034)
Résultat opérationnel courant		68 506	48 398
Coûts de restructuration	5.7	(2 533)	(6 313)
Pertes de valeur		18	(41)
Résultat de cessions et frais d'acquisition	5.8	8 952	33 673
Résultat opérationnel		74 943	75 717
Coût de l'endettement financier net	5.9	(19 343)	(19 741)
Autres produits et charges financiers	5.9	4 019	12 952
Résultat financier		(15 324)	(6 789)
Résultat avant impôt		59 619	68 928
Produit / (Charge) d'impôt	5.10	(29 052)	(29 989)
Quote-part de résultat des S.M.E.	5.11	(20 729)	(21 462)
Résultat net de l'ensemble consolidé		9 838	17 477
Part du Groupe		9 392	17 262
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		446	215

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Notes	31.12.22	31.12.21
Résultat net de l'ensemble consolidé		9 838	17 477
Variation des écarts de conversion		(3 408)	12 445
TOTAL Éléments recyclables ultérieurement en résultat		(3 408)	12 445
Gains et pertes actuariels	5.23	5 268	10 257
Impôts différés sur gains et pertes actuariels		(1 082)	(1 748)
Variation de juste valeur des actifs financiers à la JV par autres éléments du résultat global		(325)	(976)
Impôts différés sur la variation de juste valeur des actifs financiers à la JV par autres éléments du résultat global		100	501
TOTAL Éléments non recyclables ultérieurement en résultat		3 961	8 034
Résultat global		10 391	37 956
Attribuable:			
- Groupe		9 653	37 613
- Participations ne donnant pas le contrôle		737	343

BILANS CONSOLIDÉS

ACTIFS

En milliers d'euros	Notes	31.12.22	31.12.21
Écarts d'acquisition	5.12	263 490	253 035
Immobilisations incorporelles	5.13	44 161	51 814
Immobilisations corporelles	5.14	214 566	207 030
Actifs financiers non courants	5.15	43 492	50 701
Impôts différés actifs	5.10	27 724	30 424
Actifs non courants		593 433	593 004
Stocks et travaux en cours	5.16	209 906	158 804
Actifs de contrats	5.17	298 828	226 200
Créances clients	5.18	484 229	420 450
Autres actifs courants	5.19	148 034	106 952
Actifs financiers courants	5.15	95 797	58 958
Actifs d'impôts courants		7 613	6 470
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.20	199 225	238 593
Actifs courants		1 443 632	1 216 427
Total actif		2 037 065	1 809 431

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	31.12.22	31.12.21
Capital social		102 724	102 724
Primes et réserves consolidées		228 205	206 360
Écarts de conversion		23 677	27 145
Résultat net part du Groupe		9 392	17 262
Capitaux propres - Part du Groupe		363 998	353 491
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		2 866	2 128
Capitaux propres	5.22	366 864	355 619
Provisions non courantes	5.23	43 957	53 643
Dettes financières non courantes	5.24	226 590	283 776
Autres passifs non courants	5.25	12 943	17 578
Impôts différés passifs	5.10	6 440	4 176
Passifs non courants		289 930	359 173
Provisions courantes	5.23	89 278	79 596
Dettes financières courantes	5.24	97 392	111 560
Passifs de contrats	5.17	434 668	304 838
Fournisseurs et comptes rattachés		559 293	417 209
Dettes d'impôts courants		9 458	10 190
Autres passifs courants	5.25	190 182	171 245
Passifs courants		1 380 271	1 094 639
Total passifs et capitaux propres		2 037 065	1 809 431

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	31.12.22	31.12.21
Trésorerie à l'ouverture		237 775	299 545
Opérations d'exploitation			
Résultat net total des sociétés consolidées		9 838	17 477
Élimination de la variation des provisions non courantes		(3 918)	(5 830)
Élimination des amortissements et dépréciations sur immobilisations		56 072	55 074
Élimination des plus ou moins values de cession et frais d'acquisition		(8 443)	(33 744)
Élimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		20 729	21 462
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		14 467	(6 136)
Élimination de la charge/(produit) d'impôt		29 052	29 989
Élimination du coût de l'endettement financier net		19 343	19 741
Capacité d'autofinancement		137 140	98 033
Dividendes reçus des mises en équivalence			
Variation du BFR liée à l'activité	5.21	68 742	56 504
Impôts sur les sociétés payés		(24 180)	(25 914)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		181 702	128 623
Opérations d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(41 630)	(28 865)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		2 938	2 998
Variation des actifs financiers		(46 110)	(39 273)
Variation de périmètre		(163)	(751)
Flux de trésorerie sur opérations d'investissements		(84 965)	(65 891)
Opérations de financement			
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle			(65)
Variation des dettes financières		(101 076)	(117 817)
Intérêts financiers nets versés		(14 246)	(12 436)
Intérêts financiers nets reçus		2 061	1 983
Flux de trésorerie sur opérations de financement		(113 261)	(128 335)
Incidence de la variation des cours de change		(22 959)	3 833
Variation de trésorerie		(39 483)	(61 770)
Trésorerie à la clôture	5.21	198 292	237 775

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Juste valeur des actifs financiers	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2021	102 724	220 476	(22 494)	14 544	1 016	316 266	1 215	317 481
Résultat net de la période		17 262				17 262	215	17 477
Autres éléments du résultat global			8 400	12 426	(475)	20 351	128	20 479
Résultat net et autres éléments du résultat global		17 262	8 400	12 426	(475)	37 613	343	37 956
Distribution de dividendes							(64)	(64)
Paiement en actions		611				611		611
Variations de périmètre et autres mouvements		(1 237)	63	175		(999)	634	(365)
Capitaux propres au 31.12.2021	102 724	237 112	(14 031)	27 145	541	353 491	2 128	355 619

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Juste valeur des actifs financiers	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2022	102 724	237 112	(14 031)	27 145	541	353 491	2 128	355 619
Résultat net de la période		9 392				9 392	446	9 837
Autres éléments du résultat global			3 947	(3 461)	(225)	261	291	552
Résultat net et autres éléments du résultat global		9 392	3 947	(3 461)	(225)	9 653	737	10 388
Paiement en actions		994				994		994
Variations de périmètre et autres mouvements		(1 009)	877	(7)		(140)	1	(139)
Capitaux propres au 31.12.2022	102 724	246 488	(9 207)	23 677	316	363 998	2 866	366 864

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Fives (la « Société ») est une société par actions simplifiée de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Le siège social est situé au 3 rue Drouot, 75009 Paris (France).

Les comptes consolidés de la Société comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société, consolidés par intégration globale, ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles la Société exerce une influence notable (entreprises associées) consolidés par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Les sociétés du Groupe ont pour métier de concevoir et réaliser des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs industriels, partout dans le monde. La spécificité du Groupe réside dans sa maîtrise de technologies propriétaires et dans son savoir-faire en matière d'ingénierie et de gestion de projets complexes.

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Président qui les a arrêtés le 28 mars 2023. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale qui aura lieu le 05 avril 2023.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les comptes consolidés de Fives pour l'exercice clos au 31 décembre 2022 sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2022. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

Depuis le 1^{er} janvier 2022, les amendements et interprétations entrés en vigueur sont :

- l'amendement à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » - contrats déficitaires : coûts d'exécution d'un contrat, publié en mai 2020. Cet amendement précise les coûts indirects à prendre en compte lorsque l'entité définit le « coût d'exécution » du contrat pour déterminer si un contrat est déficitaire ;
- l'amendement à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » - comptabilisation des produits générés avant la mise en service, publié en mai 2020. Cet amendement interdit de déduire du coût d'une immobilisation corporelle les produits nets générés avant l'utilisation prévue (ceux qui seraient dégagés pendant son transfert ou sa mise en état) ;
- l'amendement à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » - mise à jour du cadre conceptuel. Cet amendement apporte des mises à jour à la suite de la publication du nouveau Cadre conceptuel. Aucune modification n'est apportée au traitement comptable des regroupements d'entreprises ;

- Améliorations annuelles des normes IFRS : Cycle 2018-2020.

Ces amendements et interprétation n'ont pas d'impact pour le Groupe.

De plus, le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée, dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2022, des autres normes et interprétations dont l'application n'est pas encore obligatoire ou qui n'ont pas encore fait l'objet d'une approbation par l'Union européenne :

- mise à jour des références du Cadre conceptuel des normes IFRS ;
- amendements à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » - informations à fournir sur les méthodes comptables ;
- amendements à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » - classement des passifs en tant que passifs courants et non courants ;
- amendements à la norme IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » - définition des estimations comptables ;
- amendements à la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat » - impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction ;
- IFRS 17 « Contrats d'assurance » - principes de comptabilisation, évaluation et présentation.

Ces évolutions sont en cours d'analyse par le Groupe, qui ne s'attend néanmoins pas à des impacts significatifs.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union Européenne peut être consulté sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A02008R1126-20230101>

2.2. BASES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs financiers (hors créances et dettes commerciales, et autres actifs financiers détenus jusqu'à échéance), comptabilisés à la juste valeur.

2.3. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », les bilans consolidés sont présentés en distinguant les éléments courants et non courants. En général, les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à la date de clôture sont classés en courant, les autres actifs et passifs étant classés en non courant.

2.4. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les Filiales sont les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé à des rendements variables de cette entité et qu'il a le pouvoir d'affecter ces rendements par sa capacité à diriger les politiques pertinentes de cette entité. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels exerçables à la date de clôture, y compris par une autre partie, sont pris en considération.

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%. Les entreprises associées sont consolidées par la méthode de la

mise en équivalence. Les participations dans les entreprises associées sont inscrites au bilan à leur coût historique corrigé de la quote-part de situation nette générée après l'acquisition, diminué des pertes de valeur.

Lorsqu'une Filiale du Groupe vend ou apporte des actifs qui constituent une entreprise à une entreprise associée, le profit ou la perte découlant de cette transaction est comptabilisé en totalité au compte de résultat. Si les actifs apportés ou cédés ne constituent pas une entreprise, le profit ou la perte découlant de cette transaction est comptabilisé uniquement à concurrence des intérêts des investisseurs non liés dans cette entreprise associée, c'est-à-dire que le profit ou la perte est neutralisé à hauteur de la quote-part détenue par le Groupe dans l'entreprise associée.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes individuels clôturés au 31 décembre et mis en accord, le cas échéant, avec les principes comptables retenus par le Groupe. Les incidences de transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

La liste des Filiales et entreprises associées est présentée en note 5.32.

2.5. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

Lors de l'établissement des états financiers, la direction du Groupe ainsi que l'ensemble du management sont amenés à exercer leur jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains éléments des états financiers, ce qui inclut des probabilités concernant la réalisation d'événements futurs.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations et retours d'expérience ainsi qu'à d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, afin de procéder à des ajustements d'hypothèses si nécessaire. Les effets des modifications sont immédiatement comptabilisés.

En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existant à la date de clôture, les éléments figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitudes liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-après.

Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les obligations de prestations à l'avancement et provisions sur contrats

Le Groupe comptabilise à l'avancement un certain nombre d'obligations de prestations.

Le chiffre d'affaires et la marge sont ainsi comptabilisés à partir d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat.

Si la revue du projet laisse apparaître une marge brute négative à terminaison, la perte relative aux travaux non encore exécutés est immédiatement constatée.

Le montant total des produits et des charges attendus au titre d'un contrat traduit la meilleure estimation par le management des avantages et obligations futurs attendus pour ce contrat.

Estimation des provisions sur litiges

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les litiges en cours et, le cas échéant, évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources requise pour éteindre l'obligation.

Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'éventail des résultats possibles.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et à toute autre occasion dès lors qu'existe un indice de perte de valeur.

Les actifs incorporels et corporels amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des indices mettent en évidence la possibilité que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

Dans le cadre des calculs de valeur d'utilité, le management doit procéder à une estimation des flux de trésorerie futurs que l'entité s'attend à obtenir de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, et retenir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs.

Impôts différés actifs

Les actifs d'impôt différé au titre des pertes fiscales reportables sont reconnus dans la limite de la somme des deux éléments suivants : (i) le montant net d'impôt différé passif au titre des différences temporaires et (ii) la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations sur le montant et le degré de probabilité des bénéfices imposables futurs.

Avantages au personnel

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des pensions.

L'évaluation des régimes de pensions ne relevant pas des indemnités de fin de carrière en France est réalisée par des prestataires externes.

En raison du caractère long terme de ces plans, l'incertitude liée à ces estimations est significative.

2.6. TRANSACTIONS EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Conformément à la norme IAS 21 « Effet des variations des cours des monnaies étrangères », les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en résultat financier.

2.7. CONVERSION DES COMPTES DES SOCIÉTÉS HORS ZONE EURO

Les états financiers du Groupe sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère. Toutes les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Dans la majorité des cas, la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale.

Cependant, dans certaines entités, une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie locale peut être retenue dès lors qu'elle reflète la devise des principales transactions.

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante :

- les bilans sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les comptes de résultat et les flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de la période ;
- les écarts résultant de ces conversions sont portés en capitaux propres sur la ligne « Écarts de conversion ».

2.8. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base du reporting interne utilisé par le Président afin d'allouer les ressources aux différents secteurs et d'évaluer leurs performances. Il n'y a pas de regroupements de secteurs.

Le Président est le « principal décideur opérationnel » du Groupe au sens d'IFRS 8.

Les méthodes utilisées pour mesurer les indicateurs clés de chaque secteur lors de l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

L'information par secteur opérationnel est présentée en note 5.1.

2.9. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle (à l'exception des actifs ou des passifs d'impôt différé et des actifs ou des passifs liés aux avantages des membres du personnel, qui sont comptabilisés et évalués conformément à IAS 12, Impôts sur le résultat, et à IAS 19, Avantages au personnel, respectivement) ;
- les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont évaluées, soit à leur juste valeur (goodwill complet), soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (goodwill partiel). Cette option est ouverte transaction par transaction.

À la date de première consolidation, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ;
- la quote-part dans le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à leur juste valeur.

Le cas échéant, l'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part qui leur est attribuable, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit « complet ».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

En cas d'acquisition avantageuse, à savoir un prix payé inférieur à la quote-part dans la juste valeur de l'ensemble des actifs acquis et passifs repris, l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé directement au compte de résultat sur la ligne « autres produits et charges opérationnels ».

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

Les modalités du test sont décrites en note 2.14.

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ;
- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat ;
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période sur la ligne « résultat de cessions et frais d'acquisitions » du compte de résultat ;
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction portant sur des capitaux propres et est comptabilisée selon IFRS 10 directement en capitaux propres ;
- en cas d'acquisition d'intérêts complémentaires dans une entreprise associée sans qu'il en résulte une prise de contrôle, le Groupe maintient les actifs et les passifs antérieurement acquis à leur valeur dans les comptes consolidés ;
- en cas de prise de contrôle par étape, le coût du regroupement d'entreprises inclut la juste valeur, à la date de prise de contrôle, de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise.

2.10. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont immobilisés en tant qu'actifs incorporels si et seulement si les conditions suivantes, requises par la norme IAS 38, sont simultanément remplies :

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il existe un marché potentiel pour le produit, ou il sera utilisé en interne ;
- le produit procurera des avantages économiques futurs au Groupe, soit par sa commercialisation, soit par son utilisation en interne.

En 2022, ces conditions étaient réunies pour un nombre limité de projets, ayant conduit à l'activation de montants non significatifs.

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôt liés à l'effort de recherche de ses Filiales et notamment le crédit d'impôt recherche en France et aux États-Unis. Ces crédits d'impôt, assis sur les dépenses de recherche et développement, sont assimilés à des subventions et inclus, à ce titre, dans le résultat opérationnel courant sur la ligne «Frais de recherche et développement». Ils sont comptabilisés conformément à IAS 20 «Subventions».

2.11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique.

Les logiciels et droits à licences informatiques sont amortis suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation attendue (généralement de 1 à 10 ans).

Les actifs incorporels (technologies, marques, relations clients et carnet de commandes) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales ou réglementaires. Leurs durées d'utilité sont en général comprises entre 5 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont présentées sur la ligne «amortissements des incorporels liés aux acquisitions» du compte de résultat consolidé.

2.12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Un plan d'amortissement est déterminé pour chaque actif amortissable, selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus, en fonction de son utilisation probable. Dans le cas des bâtiments et de

certaines gros équipements, lorsque plusieurs éléments significatifs constitutifs de ces actifs procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément identifié est alors comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Le principal mode d'amortissement retenu est linéaire.

Les durées d'utilité sont en général les suivantes :

- structure principale des bâtiments (gros œuvre), selon le type de construction : 30 à 50 ans ;
- façades, étanchéité et second œuvre : 20 à 30 ans ;
- installations générales et techniques : 15 à 20 ans ;
- agencements : 10 à 15 ans ;
- gros équipements industriels selon le type de machines : 10 à 25 ans ;
- autres composants et petits équipements industriels, matériels et outillages : 5 à 15 ans.

2.13. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location d'actifs corporels de plus de 12 mois sont présentés à l'actif du bilan en immobilisations corporelles («droits d'utilisation») : un droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif au titre des contrats de location. Le montant initial de ce droit correspond au passif locatif, augmenté des coûts directs initiaux ainsi que des coûts de remise en état non dépendants de l'utilisation. Le passif locatif est égal à la somme des loyers actualisés au taux intrinsèque du contrat de location s'il est connu, ou au taux marginal d'endettement de la société preneuse.

Par ailleurs, le passif locatif peut être réestimé dans les situations suivantes :

- révision de la durée de location ;
- modification liée à l'évaluation du caractère raisonnablement certain (ou non) de l'exercice d'une option ;
- révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers lorsque l'ajustement des loyers a lieu.

La charge d'intérêt de la période est comptabilisée en «coût de l'endettement financier net».

Les droits d'utilisation sont amortis linéairement sur la durée d'engagement minimal du contrat, en prenant en compte les options d'acquisition, de renouvellement ou de résiliation qui paraissent quasi-certaines au regard des caractéristiques du bien et des conditions de marché.

2.14. PERTES DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES OU CORPORELLES

Les valeurs comptables des actifs non courants (hors actifs financiers) sont revues afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur au travers d'un test de dépréciation :

- pour les actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée et les écarts d'acquisition : à chaque clôture, ou plus fréquemment en cas d'apparition d'indices de perte de valeur ;
- pour tous les autres actifs : dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Les indices de pertes de valeur susceptibles de déclencher un test de dépréciation sont des indices externes (valeur de marché, changements importants dans l'environnement de l'entreprise).

Les UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie. La valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT est fondée sur la valeur d'utilité.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au niveau des regroupements d'UGT que représente chaque secteur opérationnel.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des regroupements d'UGT.

Ces flux sont déterminés selon les principes suivants, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le management :

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du business plan ;
- le taux d'actualisation est déterminé en utilisant des paramètres basés sur des sources d'information externes ;
- la valeur terminale est calculée par la somme à l'infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuel. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lequel opère le Groupe, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Les hypothèses retenues sont détaillées en note 5.12.

Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles. En cas de perte de valeur, celle-ci est inscrite sur la ligne « Pertes de valeur » du compte de résultat.

2.15. ACTIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Évaluation initiale

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur, en général égale au coût d'acquisition.

Classification et évaluation lors des arrêtés comptables

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés dans l'une des catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan :

Catégories	Évaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Coût amorti	N/A
Actifs financiers de transaction	Juste valeur	Résultat
Autres actifs financiers	Juste valeur	Capitaux propres (ou résultat)

Prêts et créances, actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Ils sont évalués et comptabilisés, à la date de transaction, au coût amorti diminué d'une éventuelle dépréciation. Ils incluent notamment les créances rattachées à des participations, les prêts au titre de l'effort de construction et les cautions et dépôts de garantie donnés.

Actifs financiers de transaction

Cette catégorie d'actifs comprend :

- des actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis par l'entreprise dans l'objectif de réaliser un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Les valeurs mobilières de placement (SICAV, FCP...) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture sur la base du dernier cours de bourse ou de la dernière valeur liquidative connue. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier.

Autres actifs financiers

Les titres de participation qui ne sont pas détenus à des fins de transaction font l'objet d'une évaluation à la juste valeur avec option irrévocable pour la juste valeur par capitaux propres (sans recyclage en résultat en cas de cession) ou à la juste valeur par résultat.

La juste valeur est le cours de bourse lorsqu'il est disponible. En l'absence de cours de bourse, le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des techniques de valorisation. Parmi celles-ci, le Groupe se réfère à des transactions de gré à gré, à l'analyse de flux de trésorerie actualisés ou à l'actif net réévalué.

2.16. PASSIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Dettes financières

Lors de l'inscription initiale au passif, la dette financière est comptabilisée à la juste valeur, qui peut être inférieure à la valeur nominale :

- la juste valeur de la dette financière correspond à son prix d'émission diminué de son coût d'émission ;
- lorsque le taux pratiqué est bonifié par rapport au taux du marché, dans le cas notamment de financements consentis par des organismes publics à des conditions préférentielles, l'avantage économique qui en résulte est considéré, selon IAS 20, comme une subvention, enregistrée en diminution de la valeur nominale de la dette financière. Cette subvention est étalée sur la période concernée en diminution des charges financées, ou en Autres produits et charges opérationnelles si elle n'est pas adossée à des dépenses spécifiques.

Par la suite, la différence entre la valeur initiale de la dette et sa valeur de remboursement est amortie sur une base actuarielle selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui permet d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de la dette.

Instruments composés

L'évaluation des composantes dettes ou capitaux propres est réalisée sur la base d'analyses des caractéristiques intrinsèques de chacun des instruments émis.

Lorsque l'analyse conduit à distinguer dette et capitaux propres, la composante « passif » est initialement comptabilisée à la juste valeur qu'aurait un passif analogue non assorti d'une option de conversion ou de remboursement en actions. La composante « capitaux propres » initialement comptabilisée correspond à la différence entre la juste valeur de l'instrument financier composé dans sa globalité et la juste valeur de la composante « passif ». Les coûts de transaction directement attribuables sont affectés aux composantes « passif » et « capitaux propres » au prorata de leur valeur comptable initiale.

Après sa comptabilisation initiale, la composante « passif » de l'instrument composé est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La composante « capitaux propres » de l'instrument financier composé n'est pas réévaluée après sa comptabilisation initiale.

Clauses de complément de prix

Les dettes de complément de prix sur achat de participations sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition. La valeur initiale est réévaluée par le résultat à chaque arrêté. La variation de juste valeur est inscrite en résultat opérationnel ou en résultat financier selon qu'elle est causée par un élément opérationnel ou par le passage du temps. Les dettes de complément de prix sont inscrites sur la ligne « autres passifs non courants » et « autres passifs courants » du bilan.

Engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle

Les engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur. La variation de valeur de ces engagements est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Les engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle sont inscrits sur la ligne « autres passifs non courants » et « autres passifs courants » du bilan.

2.17. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Pour couvrir son exposition aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments dérivés.

Le risque de change est couvert par des achats et ventes à terme de devises et, pour les Filiales françaises le cas échéant, par la souscription de polices change Bpifrance Assurance Export (ex-COFACE change).

Le risque de taux peut être couvert, le cas échéant, par des swaps emprunteurs taux variable/payeurs taux fixe, transformant de la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est fournie par les établissements financiers, contreparties aux transactions pour les dérivés de taux ou calculée à l'aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché à la date de clôture pour les dérivés de change. La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat à l'exception de la part efficace des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie qui est comptabilisée dans les capitaux propres.

Instruments dérivés qualifiés de couverture

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IFRS 9 :

- la relation de couverture doit être clairement désignée et documentée à la date de la mise en place de l'instrument de couverture ;
- l'efficacité de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine et à chaque arrêté de façon prospective.

La majorité des dérivés utilisés par Fives sont qualifiés d'instruments de couverture.

Couverture de juste valeur

Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert

attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture. La part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature de l'élément couvert ; l'effet du report/déport est quant à lui toujours comptabilisé en résultat financier.

La méthode de couverture de juste valeur est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de change.

Couverture de flux de trésorerie

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables (flux budgétés) mais non encore facturées. Dans la mesure où elles remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité spécifique de couverture de flux de trésorerie, les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

La méthode de couverture des flux de trésorerie est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de taux.

Instruments dérivés non qualifiés de couverture

Les variations de juste valeur des dérivés qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture sont enregistrées dans le résultat financier de l'exercice.

Il s'agit notamment des instruments financiers dérivés correspondant à des couvertures économiques mais qui n'ont pas été, ou ne sont plus, documentés dans des relations de couverture comptable.

2.18. CARNET DE COMMANDES

Le Groupe détaille les « obligations de prestation restant à remplir » au titre des contrats entrés en vigueur sous le terme de « carnet de commandes ». Aucune exemption n'a été prise pour les contrats de faible durée.

Un contrat est « mis en vigueur » (est ajouté au carnet de commandes) dès lors que les termes du contrat (objet, montant, délais) sont connus et qu'il est exécutoire pour les deux parties. Le montant mis en carnet est le montant de la contrepartie attendue après éliminations des contreparties variables qui ne sont pas raisonnablement certaines.

Au 31 décembre 2022, la durée résiduelle d'écoulement du carnet de commandes du Groupe est majoritairement de moins de 15 mois.

2.19. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Groupe détermine pour chaque contrat, les obligations de prestation qu'il contient. Un contrat présente plusieurs obligations de prestation si ces obligations sont séparables (pourraient être achetées séparément) et



distinctes dans le contexte du contrat (dans le contexte du Groupe : faisant l'objet de réceptions distinctes).

Pour chaque obligation de prestation, le revenu est reconnu à l'avancement par les coûts si un des trois critères suivants est respecté :

- le client bénéficie des avantages au fur et à mesure de la prestation (maintenance par exemple) ;
- le client possède et contrôle le bien sur lequel la prestation est effectuée (cas de la rénovation de machines) ;
- il n'existe pas d'usage alternatif au bien ou au service produit à son utilisation par le client et le client a une obligation de payer la prestation réalisée à tout moment (contrat de réalisation d'équipement spécifique).

Dans chacun de ces trois cas, le transfert de contrôle se fait tout au long de la réalisation de la prestation.

Si aucun des critères n'est respecté, alors le client n'obtiendra le contrôle qu'à un moment précis, généralement au terme de la prestation.

Les principaux types d'obligation de prestation au sein du groupe sont les suivants :

- réalisation d'ensemble ou de sous-ensemble de production clés en main : reconnaissance du revenu à l'avancement ;
- production d'équipements clés : reconnaissance du revenu à l'avancement ou à l'achèvement selon l'usage alternatif et les conditions contractuelles ;
- services à l'industrie : pièces de rechange, maintenance, formation, rénovation et déménagement de machines. La reconnaissance du revenu dégagé par ces services est à l'avancement ou à l'achèvement.

Le Groupe reconnaît une majorité de son chiffre d'affaires à l'avancement, notamment en raison du degré important de personnalisation de ses solutions. La distinction des obligations de prestation ainsi que la détermination de leur prix de vente ne représentent pas en général une zone de jugement significative.

Modalités de reconnaissance du chiffre d'affaires et comptabilisation des coûts

- Pour les obligations de prestation à l'achèvement, le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires au moment du transfert de contrôle. S'agissant d'équipements de production standards, le transfert de contrôle se fait généralement au moment du transfert des risques et avantages.
- Pour les obligations de prestation à l'avancement, le Groupe calcule cet avancement en pourcentage comme le rapport des coûts engagés sur les coûts totaux estimés (à terminaison) du projet. Ceux-ci sont réestimés à chaque clôture comptable. Le stade de 100% d'avancement est atteint lors de la réception provisoire (ou événement équivalent) pour les contrats correspondant à la réalisation de systèmes intégrés comportant une obligation de résultat global. Les dépenses qui restent, le cas échéant, à encourir pour obtenir la levée des réserves font l'objet d'une provision pour charges. Les coûts prévisionnels de garantie font, quant à eux, l'objet d'une provision pour risques.

Les pénalités de retard ou de performance sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les pertes à terminaison sont constatées pour leur totalité dès lors qu'elles sont probables.

2.20. ACTIFS ET PASSIFS DE CONTRATS

Pour chaque contrat à l'avancement, le Groupe détermine le montant cumulé des coûts encourus à chaque clôture, majoré des marges constatées et diminué du montant des facturations intermédiaires ainsi que des éventuelles pertes à terminaison constatées.

Si ce montant est positif, il est inscrit à l'actif sous la rubrique « actifs de contrats ». S'il est négatif, il est inscrit au passif sous la rubrique « passifs de contrat ».

Pour les contrats à l'achèvement en cours d'exécution, l'ensemble des avances et acomptes facturés est inscrit au passif sous la rubrique « passifs de contrats ».

Lorsque les coûts totaux estimés du projet dépassent le prix de vente attendu, une perte à terminaison est comptabilisée d'abord en diminution des actifs de contrat puis en provision.

2.21. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS (HORS ACTIFS ET PASSIFS DE CONTRAT)

Les stocks et travaux en cours (hors actifs et passifs de contrat) sont évalués à leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou de production.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

2.22. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements court terme. Ils comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme, à capital garanti à tout moment, et soumis à un risque négligeable de changement de valeur, ainsi que des OPCVM monétaires.

2.23. PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pouvant être estimée de manière fiable, sans contrepartie attendue. Le montant figurant en provision correspond à la meilleure estimation qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation.

Les obligations liées aux contrats en cours d'exécution sont prises en compte dans l'évaluation de la marge à terminaison et figurent par conséquent dans les rubriques « Actifs de contrats » ou « Passifs de contrats ».

À la date d'achèvement du contrat, ces obligations sont comptabilisées au passif en tant qu'éléments distincts, sur la ligne « Provisions courantes ».

Les obligations résultant de transactions autres que les contrats sont directement comptabilisées dans les provisions dès qu'elles répondent aux critères précités.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

Les litiges connus dans lesquels des sociétés du Groupe pourraient être impliquées ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques connus.

Les provisions sont détaillées en note 5.23.

2.24. ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITES

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, le Groupe provisionne les différents avantages conditionnés par l'accumulation d'années de services au sein du Groupe.

Les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés («projected unit credit method») qui stipule que chaque période de service au titre de laquelle un avantage est constitué donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs le cas échéant ;
- les écarts actuariels nets des effets d'impôts différés sont reconnus immédiatement par contrepartie des capitaux propres, dans les autres éléments de l'état du résultat global, conformément à IAS 19 – Avantages au personnel.

La charge de l'exercice, correspondant au coût des services rendus et des services passés (lorsqu'une modification de régime intervient), ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régimes de retraite, est comptabilisée en résultat opérationnel.

L'effet lié à la désactualisation de l'engagement, net du rendement attendu des actifs des plans concernés, est porté en résultat financier.

2.25. PROVISION POUR MÉDAILLES DU TRAVAIL

La provision concernant les primes versées à l'occasion de la remise de médailles du travail est calculée en retenant pour référence la norme IAS 19, en intégrant l'ensemble des échelons des médailles. Son évaluation est effectuée, pour les salariés présents à la date de clôture, sur la base d'hypothèses actuarielles, tenant compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel. L'effet de la variation des hypothèses actuarielles est comptabilisé en résultat de la période.

2.26. RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Certains salariés du groupe bénéficient d'éléments de rémunération fondés sur des actions. Pour chaque élément, le Groupe détermine si cette rémunération est appelée à se régler par des instruments de capitaux propres ou par de la trésorerie.

Dans le premier cas, les services sont comptabilisés en charges de personnel (dans la ligne «Autres produits et charges opérationnels») en contrepartie des réserves consolidées au fur et à mesure de la période d'acquisition des instruments de capitaux propres, pour un montant égal à la juste valeur des éléments de capitaux propres en date d'attribution. Les éléments non acquis ne sont pas comptabilisés.

Dans le second cas, les services sont comptabilisés en charges de personnel (dans la ligne «Autres produits et charges opérationnels») au fur et à mesure de la période d'acquisition pour un montant égal à la juste valeur des instruments financiers en date de clôture, en contrepartie d'un passif (présenté en «dettes diverses» en «autres passifs non courants»). Les instruments financiers non acquis ne sont pas comptabilisés.

Les impacts chiffrés pour l'exercice 2022 sont détaillés en note 5.5.

2.27. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où ces résultats sont taxables.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments enregistrés directement en capitaux propres. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est adopté ou quasi adopté, suivant le mode de comptabilisation initial des impôts différés correspondants.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture.

Traitement de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) et de l'IRAP

Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la CVAE pour les entreprises françaises et de l'IRAP pour les entreprises italiennes, est un agrégat intermédiaire de résultat net. Il comptabilise donc la CVAE et l'IRAP comme un impôt sur les résultats.

Traitement des différents crédits d'impôt liés à la recherche et à la propriété intellectuelle

Le Groupe analyse chaque dispositif pour déterminer s'il s'assimile à une subvention, comptabilisée selon IAS 20 dans le résultat opérationnel courant, ou à une moindre taxation des profits rattachables à la propriété intellectuelle, alors comptabilisée en impôts selon IAS 12.

Imposition différée

L'impôt différé résulte, d'une part, des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales et, d'autre part, des déficits reportables. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté au titre des différences temporelles générées par :

- un écart d'acquisition non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;



- des participations dans des Filiales, coentreprises et entreprises associées dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à la société concernée une assurance raisonnable de récupération. La comptabilisation est également faite à concurrence des passifs d'impôts différés. Le Groupe veille à assurer l'homogénéité entre les prévisions utilisées dans le cadre de cet exercice et celles retenues pour les tests de dépréciation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôts différés relèvent d'impôts levés par la même autorité de taxation.

3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'exercice 2022 a été marqué par le déclenchement de la guerre en Ukraine, au mois de février et la mise en place d'un confinement particulièrement strict face à la pandémie de Covid-19 en Chine à partir du mois de mars.

Si l'impact direct de ces événements sur les activités du Groupe a été limité, leurs conséquences ont fortement affecté l'environnement d'exécution des affaires, causant des disruptions majeures dans les chaînes d'approvisionnement (pénuries de composants, contraction de l'offre de sous-ensembles manufacturés, logistique plus complexe) et une accélération de l'inflation (sur les matières premières et les achats sous-traités, mais également l'ensemble des dépenses de structure).

Dans ce contexte, le Groupe est, globalement, parvenu à maintenir ses marges, répercutant les hausses de coûts et l'allongement des délais dans ses prix de vente.

4. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Pas d'évolution du périmètre de consolidation présentant une incidence notable sur les comptes consolidés de l'exercice.

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2022 figure en note 5.32.

5. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

5.1. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Les secteurs opérationnels du Groupe sont les suivants :

Smart Automation Solutions : la Division «*Smart automation solutions for e-commerce, courier, distribution and manufacturing*» conçoit, réalise et installe des solutions de tri haute cadence, de maintenance et de robotisation à forte valeur ajoutée, à destination des secteurs de l'e-commerce, des biens de consommation et de la distribution. Elle propose également des solutions d'automatisation des flux dans l'industrie générale.

High Precision Machines : la Division «*High precision machines for advanced manufacturing*» est spécialisée dans la réalisation de machines-outils haute précision à destination des secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de l'industrie générale.

Process Technologies : spécialisée dans le développement des procédés industriels, la Division «*High performance and sustainable technologies for process industries*» conçoit, réalise et installe des équipements ou des lignes de production complètes à destination des secteurs de l'aluminium, du ciment, de l'acier, du verre et de l'énergie.

Autres : cet ensemble regroupe, pour des raisons de présentation, les activités de Fives dans les domaines de la maintenance industrielle et de la tuyauterie nucléaire, principalement en France, ainsi que les activités de holdings.

Information par secteur opérationnel

	31.12.22	31.12.21
Smart Automation Solutions	834 167	679 803
High Precision Machines	366 620	298 672
Process Technologies	1 415 049	702 063
Autres	169 678	208 341
Total enregistrements de commandes	2 785 514	1 888 879
Smart Automation Solutions	767 903	642 609
High Precision Machines	279 934	216 839
Process Technologies	1 139 045	550 169
Autres	159 427	172 800
Total carnet de commandes	2 346 309	1 582 417
Smart Automation Solutions	714 824	688 471
High Precision Machines	308 780	249 481
Process Technologies	820 467	623 368
Autres	182 899	162 596
Total chiffre d'affaires	2 026 970	1 723 916
Smart Automation Solutions	35 419	37 362
High Precision Machines	(6 611)	(16 642)
Process Technologies	35 920	16 633
Autres	3 778	11 045
Total résultat opérationnel courant	68 506	48 398
Smart Automation Solutions	48 282	49 664
High Precision Machines	8 516	(1 798)
Process Technologies	55 724	36 352
Autres	12 939	19 798
EBITDA (*)	125 461	104 016

*L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements (voir note 5.6) et rémunérations fondées sur des actions dont le dénouement est prévu en instrument de capitaux propres (voir note 5.5)

La répartition des actifs par secteur opérationnel se présente ainsi:

31.12.22	Smart Automation Solutions	High Precision Machines	Process Technologies	Autres	Total
Écart d'acquisition	30 908	109 109	122 278	1 195	263 490
Immobilisations corporelles et incorporelles	54 536	64 559	96 425	43 206	258 726
Total actifs sectoriels	85 444	173 668	218 703	44 401	522 216
Autres actifs					1 514 850
Total actif					2 037 065

31.12.21	Smart Automation Solutions	High Precision Machines	Process Technologies	Autres	Total
Écart d'acquisition	30 620	104 010	117 210	1 195	253 035
Immobilisations corporelles et incorporelles	53 672	66 281	92 819	46 072	258 844
Total actifs sectoriels	84 292	170 291	210 029	47 267	511 879
Autres actifs					1 297 552
Total actif					1 809 431

5.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit:

	31.12.22	31.12.21
Chiffre d'affaires reconnu à l'avancement	1 671 134	1 400 160
Chiffre d'affaires reconnu à l'achèvement	355 836	323 756
Total	2 026 970	1 723 916

Chiffre d'affaires par zone de destination

	31.12.22	31.12.21
Europe	682 910	689 169
Afrique et Moyen-Orient	163 758	89 540
Amérique	795 205	585 081
Asie et Océanie	385 097	360 126
Total	2 026 970	1 723 916

Chiffre d'affaires par zone d'origine

	31.12.22	31.12.21
Europe	1 027 016	956 692
Afrique et Moyen-Orient	54 430	27 767
Amérique	684 941	496 804
Asie et Océanie	260 583	242 653
Total	2 026 970	1 723 916

Information relative aux principaux clients

Sur la base du chiffre d'affaires cumulé des deux derniers exercices, aucun client du Groupe n'a représenté plus de 5%.

5.3. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Charges de personnel

	31.12.22	31.12.21
Charges de personnel	636 650	576 594
Effectif total à fin de période	8 562	8 179

Effectifs en fin de période par type de contrat

Par type de contrat	31.12.22	31.12.21
CDI	7 977	7 685
CDD	330	300
Contrats en alternance	255	194
Total	8 562	8 179

5.4. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

	31.12.22	31.12.21
Frais de recherche et développement bruts	(28 847)	(28 256)
Crédits d'impôt recherche et subventions reçues	6 315	8 490
Total	(22 532)	(19 766)

5.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

	31.12.22	31.12.21
Rémunération fondée sur des actions		
- dénouement prévu en actions	(986)	(602)
- dénouement prévu en trésorerie	(586)	310
Autres	2 809	256
Total	1 237	(36)

Les salariés du Groupe bénéficient depuis 2018 d'un plan de rémunération à long terme fondé sur les actions de l'entité parente du Groupe. Ce plan est composé d'actions gratuites et de performance pour les salariés français et d'un plan « miroir » pour les salariés étrangers.

5.6. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS INCLUSES DANS LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant inclut les dotations aux amortissements d'immobilisations suivantes :

	31.12.22	31.12.21
Inclus dans le coût des ventes	(15 208)	(15 101)
Inclus dans les frais généraux et les autres éléments opérationnels	(30 415)	(28 883)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(10 345)	(11 034)
Total	(55 969)	(55 018)

En application de la norme IFRS 16, les dotations d'amortissement des droits d'utilisation au titre des contrats de location s'élèvent à 16,6M€ au 31 décembre 2022. Elles sont incluses dans les frais généraux.

5.7. COÛTS DE RESTRUCTURATION

Ce poste comprend les coûts encourus au titre des différents plans d'économie et de restructuration du Groupe, principalement au sein de l'activité High Precision Machines.

5.8. RÉSULTATS DE CESSIONS ET FRAIS D'ACQUISITIONS

	31.12.22	31.12.21
Résultat de cessions	9 015	34 097
Frais d'acquisitions	(63)	(424)
Total	8 952	33 673

Le produit comptabilisé en poste résultat de cessions provient principalement des opérations capitalistiques réalisées entre la société AddUp et ses associés en début d'année 2022.

5.9. RÉSULTAT FINANCIER

Coût de l'endettement financier net

	31.12.22	31.12.21
Charges financières:		
- sur dettes bancaires brutes	(17 140)	(17 496)
- sur passifs locatifs	(3 502)	(3 435)
Autres charges d'intérêt	(981)	(328)
Étalement des frais d'émission	(455)	(436)
Charges d'intérêts et charges assimilées	(22 077)	(21 695)
Produits financiers sur valeurs mobilières de placement	1 359	1 127
Autres produits d'intérêt	1 375	826
Produits d'intérêts et produits assimilés	2 734	1 954
Total	(19 343)	(19 741)

La ligne «charges financières sur passifs locatifs» concerne l'ensemble des contrats de locations retraités selon IFRS 16.

Autres produits et charges financiers

	31.12.22	31.12.21
Revenus des participations	161	180
Résultat de change	10 083	14 022
- Profits (pertes) de change	15 978	14 786
- Effet de terme des instruments dérivés de couverture de change et swap points	(5 895)	(764)
Charges financières sur retraites et avantages assimilés	(591)	(514)
Dotation nette aux provisions financières	(5 490)	(174)
Autres éléments financiers	(144)	(562)
Total	4 019	12 952

Le résultat financier du Groupe intègre un effet de change (+16M€), principalement lié à la variation des parités de clôture euro/dollar sur le solde non couvert, du fait de leur maturité longue des prêts intragroupe en dollars consentis par Fives à ses Filiales américaines.

Les montants de ces prêts sont détaillés en note 5.26 au paragraphe «Risque de change».

5.10. IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

Analyse de la charge d'impôt

	31.12.22	31.12.21
CVAE et IRAP	(3 084)	(3 150)
Impôt exigible	(21 482)	(23 616)
Sous-total impôt exigible	(24 566)	(26 766)
Impôt différé	(4 486)	(3 223)
Total	(29 052)	(29 989)

Taux effectif d'impôt

	31.12.22	31.12.21
Résultat avant impôt	59 619	68 928
Taux d'impôt de la maison mère	25,00%	26,50%
Charge (produit) d'impôt théorique	(14 905)	(18 266)
Incidence:		
- de la CVAE et de l'IRAP	(3 084)	(3 150)
- des différences de taux	245	(1 559)
- de la variation des impôts différés actifs non reconnus et pertes non activées	(6 443)	(12 005)
- des différences permanentes et autres éléments	(4 865)	4 991
(Charge)/produit d'impôt constaté	(29 052)	(29 989)

Groupes d'intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2019, Fives et ses Filiales font partie du périmètre d'intégration fiscale formé par Fives Orsay et comprenant l'ensemble des Filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95%. L'économie d'impôt résultant de la compensation des résultats fiscaux entre Filiales bénéficiaires et Filiales déficitaires pour le calcul de l'impôt intégré est constatée dans les comptes de Fives Orsay depuis l'exercice 2019.

Le Groupe déclare ses résultats au sein d'intégrations fiscales aux États-Unis et en Italie ; l'effet pratique est de considérer l'ensemble des entités membre d'une intégration comme une seule entité fiscale. Le Groupe utilise également le mécanisme du «group relief» en Grande-Bretagne qui permet la compensation des gains et pertes entre entités faisant partie d'un même groupe durant un exercice fiscal.

Impôts différés

Les modalités de compensation sont détaillées en note 2.27.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus lorsque leurs perspectives d'utilisation présentent une probabilité de recouvrement suffisante.

Le montant net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit:

	31.12.21		Var. constatée en résultat	Var. constatée en situation nette	Périmètre	Écarts de conv. et autres	31.12.22	
	Impôts différés actif	Impôts différés passif					Impôts différés actif	Impôts différés passif
Provisions pour engagements de retraite	10 418		(495)	(1 082)	(69)	497	9 269	
Déficits fiscaux reportables	43 458		(4 266)			902	40 094	
Réévaluations ⁽¹⁾	8 881	(24 386)	(4 601)		1	(1 015)	5 408	(26 528)
Autres différences temporaires	17 149	(5 165)	5 999	118	3	1 311	25 882	(6 469)
Impôts différés actif (passif) bruts	79 905	(29 551)	(3 364)	(964)	(65)	1 694	80 653	(32 997)
Limitation des impôts différés actifs	(24 104)		(1 123)			(1 145)	(26 372)	
Compensation	(25 374)	25 374					(26 557)	26 557
Impôts différés actifs reconnus	30 424	(4 176)	(4 487)	(964)	(65)	549	27 724	(6 440)
Impôts différés nets	26 248						21 284	

⁽¹⁾ Principalement relatif à l'amortissement fiscal des écarts d'acquisition aux États-Unis

5.11. QUOTE-PART DE RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

La société AddUp, joint-venture créée en 2016 et contrôlée conjointement par Fives et par Michelin, qui développe et commercialise à l'échelle mondiale des machines, des ateliers de production industriels et des pièces manufacturées via la technologie de « fabrication additive métallique » (communément appelée impression 3D Métal), est consolidée par mise en équivalence.

Toujours en phase d'investissement, sa contribution au résultat net 2022 du Groupe est, comme en 2021, une perte, présentée sur la ligne « Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence ».

5.12. ÉCARTS D'ACQUISITION

	31.12.21 Net	Variation de périmètre	Transfert	Perte de valeur	Variation de change et autres	31.12.22 Net
Smart Automation Solutions	30 620				288	30 908
High Precision Machines	104 010				5 099	109 109
Process Technologies	117 210				5 068	122 278
Autres	1 195					1 195
Total	253 035				10 455	263 490

Conformément à la norme IAS 36, un test de perte de valeur a été réalisé au 31 décembre 2022 au niveau de l'UGT que représente chaque secteur.

Les flux de trésorerie retenus pour chacune des UGT reposent sur les meilleures estimations de la Direction, mises à jour au 31 décembre 2022.

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- plan moyen terme 2023-2028 ;
- taux de croissance de la valeur terminale: 2% (identique à l'hypothèse du test de l'exercice 2021) ;
- taux d'actualisation: 9,0% (contre 8,2% pour le test de l'exercice 2021).

Le test n'a pas conduit à constater de pertes de valeurs au 31 décembre 2022.

Analyse de sensibilité

UGT Smart Automation Solutions:

- sensibilité au taux d'actualisation: un taux d'actualisation à 9,5% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1,5% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

UGT High Precision Machines:

- sensibilité au taux d'actualisation: un taux d'actualisation à 9,5% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1,5% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

UGT Process Technologies:

- sensibilité au taux d'actualisation: un taux d'actualisation à 9,5% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1,5% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

UGT Autres:

- sensibilité au taux d'actualisation: un taux d'actualisation à 9,5% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1,5% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

5.13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	31.12.22			31.12.21		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Technologies et R&D acquises	115 357	(101 755)	13 602	110 797	(88 525)	22 272
Marques acquises	27 304	(26 651)	653	26 188	(25 535)	653
Relations clients, carnet de commandes et autres acquis	75 750	(74 179)	1 571	72 468	(69 863)	2 605
Concessions, brevets et licences	66 466	(49 121)	17 345	58 064	(43 739)	14 325
Autres immobilisations incorporelles	26 741	(15 751)	10 990	27 166	(15 207)	11 959
Total	311 618	(267 457)	44 161	294 683	(242 869)	51 814

Au 31 décembre 2022, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Solde au 31.12.21	294 683	(242 869)	51 814
Acquisitions	9 814		9 814
Sorties et cessions	(2 623)	1 047	(1 576)
Dotations aux amortissements/dépréciations		(16 962)	(16 962)
Reclassements	159	181	340
Variations de périmètre	112	2	114
Effet des variations de change	9 473	(8 856)	617
Solde au 31.12.22	311 618	(267 457)	44 161

Au 31 décembre 2021, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analysait comme suit:

	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Solde au 31.12.20	278 684	(220 178)	58 506
Acquisitions	7 097		7 097
Sorties et cessions	(3 313)	3 207	(106)
Dotations aux amortissements/dépréciations		(17 214)	(17 214)
Reclassements	(2 490)	2 617	127
Variations de périmètre	2 307		2 307
Effet des variations de change	12 398	(11 301)	1 097
Solde au 31.12.21	294 683	(242 869)	51 814

5.14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit:

	31.12.22			31.12.21		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains, aménagements	25 436		25 436	25 188	(173)	25 015
Constructions	158 410	(96 824)	61 586	153 513	(91 962)	61 551
Installations techniques, matériel et outillages	232 635	(178 445)	54 190	218 164	(167 921)	50 243
Autres immobilisations	69 122	(53 658)	15 465	65 931	(51 447)	14 484
Droits d'utilisation (locations)	100 533	(55 687)	44 846	89 224	(43 028)	46 195
Immobilisations en cours	12 728		12 728	8 110		8 110
Avances sur immobilisations	315		315	1 432		1 432
Total	599 179	(384 614)	214 566	561 561	(354 531)	207 030

Au 31 décembre 2022, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.21	561 561	(354 531)	207 030
Nouveaux droits d'utilisation sur la période	14 947		14 947
Acquisitions	32 042		32 042
Sorties et cessions	(11 757)	10 220	(1 537)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(39 130)	(39 130)
Reclassements	(1 197)	781	(416)
Variations de périmètre	(147)	638	491
Effet des variations de change	3 731	(2 592)	1 139
Solde au 31.12.22	599 179	(384 614)	214 566

La dotation aux amortissements comprend à hauteur de 16,6 M€ l'amortissement des droits d'utilisation au titre des contrats de location, en application de la norme IFRS 16.

Au 31 décembre 2021, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analysait comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.20	524 377	(323 399)	200 978
Nouveaux droits d'utilisation sur la période	19 947		19 947
Acquisitions	21 900		21 900
Sorties et cessions	(21 401)	16 908	(4 493)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(37 878)	(37 878)
Reclassements	29	490	519
Variations de périmètre	72	58	130
Effet des variations de change	16 637	(10 710)	5 927
Solde au 31.12.21	561 561	(354 531)	207 030

5.15. ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

La valeur des actifs financiers courants et non courants s'analyse comme suit:

	31.12.22			31.12.21		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Actifs financiers évalués au coût amorti						
Créances rattachées à des participations	2 175	26 884	29 059	683	22 280	22 963
Autres actifs financiers	87 031	4 371	91 402	55 196	3 797	58 993
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global						
Autres titres de participation		10 344	10 344		7 433	7 433
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net						
Instruments dérivés	4 066		4 066	1 313		1 313
Autres actifs financiers	2 525	859	3 384	1 766	981	2 747
Titres mis en équivalence		1 034	1 034		16 210	16 210
Actifs financiers	95 797	43 492	139 289	58 958	50 701	109 659

La société AddUp (voir note 5.11) contribue pour un montant net de 26 M€ aux Créances rattachées à des participations.

La variation de la valeur brute des autres titres de participation inclut une diminution de juste valeur, net d'impôt différé, de 225 k€ au 31 décembre 2022.

L'échéancier des actifs financiers non courants (hors autres titres et titres mis en équivalence) se présente de la manière suivante au 31 décembre 2022:

	31.12.22		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	> 5ans
Créances rattachées à des participations	26 884	26 884	
Autres actifs financiers	5 230		5 230
Total	32 114	26 884	5 230

5.16. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

L'évolution de la valeur des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit:

	31.12.22			31.12.21		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Matières premières	131 236	(14 563)	116 673	93 486	(13 071)	80 415
Encours de production sur contrats à l'achèvement	63 271	(2 227)	61 044	53 696	(2 537)	51 159
Produits intermédiaires et finis	40 978	(8 790)	32 188	36 317	(9 088)	27 230
Total	235 486	(25 580)	209 906	183 499	(24 696)	158 804

5.17. ACTIFS ET PASSIFS DE CONTRATS

La valeur des actifs et passifs de contrats s'analyse comme suit:

	31.12.22		31.12.21	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Contrats à l'avancement				
Actifs de contrats	298 828		226 200	
Passifs de contrats		(371 722)		(230 543)
Net	(72 895)		(4 343)	
Contrats à l'achèvement				
Passifs de contrats à l'achèvement		(62 946)		(74 296)

5.18. CRÉANCES CLIENTS

Les valeurs brutes et nettes des créances clients se présentent comme suit:

	31.12.22			31.12.21		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Total des créances clients	491 846	(7 617)	484 229	427 371	(6 921)	420 450
Total	491 846	(7 617)	484 229	427 371	(6 921)	420 450

L'évolution des dépréciations sur les créances clients peut être analysée comme suit:

	Ouverture	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres	Clôture
2022	(6 921)	(1 111)	941	(96)	(430)	(7 617)
2021	(7 125)	(1 057)	1 437	(173)	(3)	(6 921)

La balance âgée des créances clients nettes se présente de la façon suivante au 31 décembre 2022:

	Total	Non Échues	Échues < 30 jours	Échues > 30 jours < 90 jours	Échues > 90 jours
2022	484 229	333 518	72 005	35 507	43 199
2021	420 450	316 557	43 634	30 874	29 385

La politique du Groupe en matière de maîtrise du risque client repose sur les principes suivants :

- vigilance en amont se matérialisant notamment par un processus d'analyse du risque client lors de la phase de sélection du projet et de la remise d'offre ;
- dispositions spécifiques pour les contrats significatifs, avec l'obligation de couverture (risque commercial et/ou politique) en fonction de critères liés à la taille du contrat, à la nature du client, à la catégorie de pays concerné ;
- suivi à intervalle régulier des retards de paiements en phase de réalisation et mise en œuvre dans les meilleurs délais des actions nécessaires à l'encaissement des créances nées.

En raison de la nature des activités exercées par le Groupe, les créances restant impayées au-delà de la date d'échéance contractuelle représentent souvent des montants confirmés par les clients, mais dont le règlement est soumis à l'apurement de certaines réserves soulevées lors de l'inspection des travaux. De telles créances demeurent entièrement recouvrables ; les coûts à supporter au titre de la levée des réserves sont inclus dans la détermination de la marge à terminaison des contrats considérés.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées au cas par cas en prenant en considération le risque spécifique de non-recouvrement.

5.19. AUTRES ACTIFS COURANTS

La valeur des autres actifs courants s'analyse comme suit:

	31.12.22	31.12.21
Créances fiscales	54 805	59 791
Avances et acomptes versés	43 193	22 329
Créances diverses	32 564	11 624
Charges constatées d'avance	17 472	13 208
Total	148 034	106 952

5.20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31.12.22	31.12.21
Équivalents de trésorerie	10 090	7 299
Disponibilités	189 135	231 294
Total trésorerie et équivalents de trésorerie active	199 225	238 593

Les équivalents de trésorerie sont constitués de certificats de dépôts négociables et comptes à terme à échéance de moins de trois mois.

Les disponibilités incluent des comptes courants rémunérés.

Répartition de la trésorerie et équivalents de trésorerie par devise

	EUR	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	291			2 040			7 759	10 090
Disponibilités	60 241	20 862	969	57 369	31 942	1 646	16 106	189 135
Total 31.12.22	60 532	20 862	969	59 409	31 942	1 646	23 865	199 225
Swaps de change	4 374		(19 011)		16 004	(3 987)	2 620	
Total 31.12.22 avant swaps	64 906	20 862	(18 042)	59 409	47 946	(2 341)	26 485	199 225

Au 31 décembre 2021, la trésorerie se répartissait de la façon suivante:

	EUR	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	286						7 013	7 299
Disponibilités	104 762	25 416	1 461	67 288	16 873	5 579	9 915	231 294
Total 31.12.21	105 048	25 416	1 461	67 288	16 873	5 579	16 928	238 593
Swaps de change	11 226		(12 415)	1 189				
Total 31.12.21 avant swaps	116 274	25 416	(10 954)	68 477	16 873	5 579	16 928	238 593

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus majoritairement dans des devises majeures et sont disponibles pour le Groupe auprès de banques de 1^{er} rang.

5.21. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trésorerie nette des concours bancaires

	31.12.22	31.12.21
Équivalents de trésorerie	10 090	7 299
Disponibilités	189 135	231 294
Sous-total trésorerie et équivalents de trésorerie active	199 225	238 593
Concours bancaires courants	(933)	(818)
Total	198 292	237 775

Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

	31.12.22	31.12.21	Variations	
			Liées à l'activité	Autres*
Stocks et travaux en cours	(209 906)	(158 804)	(49 830)	(1 272)
Actifs de contrats	(298 828)	(226 200)	(71 856)	(772)
Créances clients	(484 229)	(420 450)	(60 023)	(3 756)
Autres actifs courants / non courants inclus dans le BFR	(148 443)	(107 257)	(44 341)	3 155
Passifs de contrats	434 668	304 838	130 295	(465)
Fournisseurs et comptes rattachés	559 293	417 209	142 502	(418)
Autres passifs courants / non courants inclus dans le BFR	201 306	187 571	11 896	1 839
Besoin en fonds de roulement avant provisions courantes	53 861	(3 094)	58 643	(1 689)
Provisions courantes	89 278	79 596	10 099	(417)
Besoin en fonds de roulement	143 139	76 503	68 742	(2 106)

* Résultant principalement de la revalorisation des sous-jacents en application d'IFRS 9 et de la conversion.

5.22. CAPITAUX PROPRES

Politique de gestion du capital

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière prudente et rigoureuse visant à rémunérer de façon satisfaisante les actionnaires. Il n'existe aucun covenant financier faisant intervenir les capitaux propres consolidés du Groupe ni les capitaux propres de la société mère.

Capital social

Le capital social au 31 décembre 2022 de la société Fives est constitué de 2 185 612 actions de 47€ de valeur nominale qui ont été entièrement libérées par paiement en numéraire ou par apport en nature. Le capital social s'élève ainsi à 102 723 764€.

Actionnariat

Depuis le 29 mai 2018, la Caisse de Dépôt et Placement du Québec («CDPQ») et l'Office d'investissement des Régimes de Pensions du Secteur Public («PSP»), deux des plus grands gestionnaires de fonds de caisses de retraite au Canada sont actionnaires minoritaires du Groupe, aux côtés du management et d'Ardian, présent au capital de Fives depuis 2012, qui conserve une participation minoritaire.

Distributions

La société n'a distribué aucun dividende sur la période.

5.23. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.21	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Écarts de conversion	Autres	31.12.22
Garantie	49 351	36 885	(15 647)	(16 728)	(223)	949	54 587
Litiges sur contrats	4 694	1 161	(1 361)	(344)	52	(1 075)	3 127
Pertes futures sur contrats	977	95	(486)	(89)	21	(206)	312
Charges sur commandes terminées	22 619	19 176	(6 294)	(6 337)	(209)	(512)	28 443
Autres provisions pour risques et charges-part courante	1 957	221	(6)	(147)	32	752	2 809
Total provisions courantes	79 596	57 538	(23 794)	(23 645)	(327)	(89)	89 278
Retraites	44 366	4 346	(5 716)	(103)	(384)	(5 269)	37 240
Autres avantages postérieurs à l'emploi	5 094	561	(484)	(320)	(31)	(9)	4 811
Autres provisions - part non courante	4 183	981	(1 398)	(1 785)	(23)	(52)	1 906
Total provisions non courantes	53 643	5 888	(7 598)	(2 208)	(438)	(5 330)	43 957

Provisions courantes

Les provisions courantes sont pour l'essentiel relatives aux garanties, pertes futures sur contrats à l'achèvement, et litiges sur des contrats terminés.

Les provisions pour garanties couvrent l'estimation des coûts futurs à engager durant la période de garantie des commandes, postérieurement à la réception provisoire (ou événement équivalent).

Provisions non courantes

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel les provisions pour restructuration, pour avantages au personnel (notamment le TFR en Italie et les médailles du travail en France) et les provisions pour litiges autres que ceux afférents aux contrats.

La provision pour engagements de retraite concerne les régimes à prestations définies en vigueur dans le Groupe, à savoir :

- les indemnités de départ à la retraite françaises et japonaises ;
- les régimes de retraites complémentaires ; les régimes anglais, américain, allemand et français sont fermés et les droits acquis ont été cristallisés à la date de fermeture.

Hypothèses actuarielles

31.12.22	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	3,7%	4,7 - 4,85%	5,3%	0,3%	3,2%	7,02 - 7,24%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	4,7 - 4,85%	NA	NA	NA	7,02%
Taux d'augmentation des salaires	2,0%	NA	NA	2%	NA	5 - 9%

31.12.21	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	1,1%	1,8 - 1,9%	2,5%	0,3%	1,0%	6,1 - 6,6%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	1,8 - 1,9%	NA	NA	NA	6,1 - 6,6%
Taux d'augmentation des salaires	1,7%	NA	NA	2%	NA	5 - 8,5%

La valeur actuelle totale des obligations futures («Defined Benefit Obligation») s'élève à 70741k€ au 31 décembre 2022. Compte tenu de la juste valeur des actifs de couverture des différents régimes au 31 décembre 2022, l'engagement net à cette date s'établit à 37240k€.

Le résultat de la période correspond au coût des services rendus, à l'effet de « désactualisation » de l'engagement net du rendement attendu des actifs et à l'amortissement des services passés. Globalement, les charges et les variations de provisions pour engagements et indemnités de retraite conduisent à une charge nette pour l'exercice de 3262k€, comptabilisée dans le résultat opérationnel courant à hauteur de 2643k€ (charge), et dans le résultat financier à hauteur de 619k€ (charge).

Par ailleurs, le montant des écarts actuariels générés sur la période et comptabilisés directement en autres éléments du résultat global s'élève à (5268)k€, hors effet d'impôt, résultant d'une hausse généralisée des taux d'actualisation par rapport au 31 décembre 2021.

	Engagements complémentaires de retraite au 31.12.2022					Total
	Indemnités de départ en retraite	France	Zone Euro	Royaume-Uni	Zone Amérique	

VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION

Valeur actualisée de l'obligation au 01.01.2022	23 898	2 859	74 188	4 990	2 015	107 949
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 724	29	420	112	399	2 684
Effet de l'actualisation	289	34	1 242	124	24	1 714
Réduction / Liquidation de régime	(41)		(420)			(461)
Entrée / Sortie de périmètre	5					5
Prestations payées	(1 942)	(103)	(2 098)	(584)	(242)	(4 969)
Nouveaux écarts actuariels	(5 747)	(516)	(26 486)	(798)	11	(33 536)
Écart de change et autres			(2 838)	325	(132)	(2 645)
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.22	18 186	2 303	44 008	4 169	2 075	70 741

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

Juste valeur des actifs du régime au 01.01.2022			62 900		683	63 583
Rendement réel des actifs du régime			(27 226)		52	(27 174)
Cotisations versées par l'employeur			1 792		80	1 872
Cotisations versées par les salariés						
Prestations versées par le régime			(2 098)			(2 098)
Écart de change et autres			(2 224)		(41)	(2 265)
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.22			32 725		776	33 501

COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES

Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	18 186	2 303	11 284	4 169	1 299	37 240
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.22	18 186	2 303	11 284	4 169	1 299	37 240

COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE SUR L'EXERCICE

Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 724	29	420	112	399	2 684
Effet de l'actualisation	289	34	1 242	124	24	1 713
Rendement attendu des actifs du régime			(1 042)		(52)	(1 094)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime	(41)					(41)
Charge périodique nette comptabilisée en 2022	1 972	63	620	236	371	3 262

VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS

Provision au bilan au 01.01.2022	23 898	2 859	11 288	4 990	1 332	44 366
Cotisations versées par l'employeur			(1 792)		(80)	(1 872)
Charge périodique nette comptabilisée	1 972	63	620	236	371	3 262
Prestations payées directement par l'employeur	(1 942)	(103)		(584)	(242)	(2 871)
Entrée de périmètre	5					5
Écarts actuariels	(5 747)	(516)	1 782	(798)	11	(5 268)
Écart de change et autres			(614)	325	(94)	(384)
Provision au bilan au 31.12.22	18 186	2 303	11 284	4 169	1 299	37 240

	Engagements complémentaires de retraite au 31.12.2021					Total
	Indemnités de départ en retraite	France	Zone Euro	Royaume-Uni	Zone Amérique	

VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION

Valeur actualisée de l'obligation au 01.01.2021	25 817	3 144	73 234	6 173	2 197	110 565
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 954	17	310		102	2 383
Effet de l'actualisation	157	14	910	114	8	1 203
Réduction / Liquidation de régime				(693)	(14)	(707)
Entrée / Sortie de périmètre	757					757
Prestations payées	(1 974)	(87)	(1 285)	(542)	(312)	(4 200)
Nouveaux écarts actuariels	(2 813)	(229)	(3 691)	(505)	26	(7 212)
Écart de change et autres			4 710	443	7	5 160
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.21	23 898	2 859	74 188	4 990	2 015	107 949

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

Juste valeur des actifs du régime au 01.01.2021			54 727		595	55 322
Rendement réel des actifs du régime			3 716		19	3 735
Cotisations versées par l'employeur			2 129		13	2 142
Cotisations versées par les salariés						(0)
Prestations versées par le régime			(1 285)			(1 285)
Écart de change et autres			3 613		45	3 658
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.21			62 900		683	63 583

COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES

Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	23 898	2 859	11 288	4 990	1 331	44 366
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.21	23 898	2 859	11 288	4 990	1 331	44 366

COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE SUR L'EXERCICE

Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 954	17	310		102	2 383
Effet de l'actualisation	157	14	910	114	8	1 203
Rendement attendu des actifs du régime			(671)		(30)	(701)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime				(693)	(14)	(707)
Charge périodique nette comptabilisée en 2021	2 111	31	549	(579)	66	2 178

VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS

Provision au bilan au 01.01.2021	25 817	3 144	18 507	6 173	1 602	55 243
Cotisations versées par l'employeur			(2 129)		(13)	(2 142)
Charge périodique nette comptabilisée	2 111	31	550	(579)	65	2 179
Prestations payées directement par l'employeur	(1 974)	(87)		(542)	(312)	(2 915)
Entrée de périmètre	757					757
Écarts actuariels	(2 813)	(229)	(6 736)	(505)	26	(10 257)
Écart de change et autres			1 096	443	(38)	1 501
Provision au bilan au 31.12.21	23 898	2 859	11 288	4 990	1 332	44 366

Tableau des fonds investis

	2022		2021	
	Montant	%	Montant	%
Actions	14 574	44%	36 410	57%
Obligations et assimilés	15 892	47%	23 036	36%
Monétaire	2 249	7%	3 443	5%
Fonds diversifiés	785	2%	694	1%
Valeur de marché des fonds investis	33 501	100%	63 583	100%

Valeur actuelle des engagements

	31.12.22	31.12.21
Valeur de l'obligation	70 741	107 949
Valeur de marché des fonds investis	(33 501)	(63 583)
Valeur actuelle des engagements	37 240	44 366

Analyse de sensibilité

La valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi est sensible aux taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une baisse de 25 points de base des taux d'actualisation sur la valeur présente de l'engagement :

	2022		2021	
	k€	% du DBO	k€	% du DBO
France	1 053	5,79%	762	3,19%
Zone Euro	64	2,80%	105	3,68%
Royaume-Uni	1 750	3,98%	3 633	4,90%
Zone Amérique	122	3,00%	183	3,66%
Zone Asie	3	0,16%	5	0,24%

5.24. DETTES FINANCIÈRES COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.22			31.12.21		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	193 615	71 968	265 583	249 420	87 353	336 774
Frais d'émission	(1 073)		(1 073)	(1 523)		(1 523)
Passifs de location	33 646	13 831	47 477	35 879	12 464	48 343
Autres dettes envers les établissements de crédit	402	1 636	2 038		8 202	8 202
Intérêts courus et charge d'intérêt anticipée		1 631	1 631		1 292	1 292
Instruments dérivés passifs		7 393	7 393		1 431	1 431
Comptes créditeurs de banques		933	933		818	818
Total dettes financières	226 590	97 392	323 982	283 776	111 560	395 337

Le poste « Emprunts auprès des établissements de crédit » au 31 décembre 2022 inclut notamment :

- Un prêt de 80 M€ à conditions préférentielles souscrit en 2018 auprès de la BEI (Banque Européenne d'Investissement) et remboursé à hauteur de 11,4 M€ à fin décembre 2022, qui est comptabilisé à sa juste valeur pour un montant de 59,9 M€. La subvention opérationnelle dégagée, supportant les efforts de R&D du groupe des exercices 2018 à 2021, a été étalée sur cette période.
- Les prêts conclus au cours de l'exercice 2020, issus des programmes de soutien à la liquidité des entreprises mis en place par les États dans le contexte de la pandémie Covid-19 en France, en Italie et aux États-Unis.

En France, le Prêt Garanti par l'État (« PGE ») de 200 M€, prorogé en avril 2021, s'amortira linéairement jusqu'en 2026 avec deux premières échéances de remboursement de 38,0 M€ et 0,6 M€ ayant eu lieu respectivement en juillet et septembre 2022. Bénéficiaire des conditions préférentielles établies par la loi du 23 mars 2020, ce prêt est comptabilisé à la juste valeur de 152,1 M€ au 31 décembre 2022. La subvention dégagée, supportant l'exploitation du Groupe, est étalée sur la durée du prêt et représente un montant de 5,2 M€ sur 2022 (montant de 6,8 M€ en 2021).

À fin décembre 2022, le Groupe n'a pas tiré sur sa ligne de crédit renouvelable («RCF»), comparativement à fin décembre 2021 où le tirage était de 19,5M€. Ce crédit renouvelable d'un montant maximum en principal de 115M€ peut faire l'objet de tirages à toutes fins par Novafives et sa Filiale Fives jusqu'en décembre 2024. Il n'existe pas de clause de «Clean down». Son utilisation est libre jusqu'à 50M€ et soumise au-delà au respect d'un ratio de levier trimestriel, condition qui ne trouvait pas à s'appliquer au 31 décembre 2022.

Variation par nature des dettes financières

	31.12.22		31.12.21		Périmètre	Conversion	Impact revalorisation IFRS 9	Nouveaux engagements de location	Capitalisation des intérêts au TIE	Charge d'intérêts
			Variation incluse dans le flux de financement	Autres variations						
Emprunts auprès des établissements de crédit	265 583	336 774	(78 529)	7 338		170			7 168	
Frais d'émission	(1 073)	(1 523)		451		(5)				455
Passifs de location	47 477	48 343	(16 384)	15 518	68	518		14 932		
Autres dettes envers les établissements de crédit	2 038	8 202	(6 164)							
Intérêts courus	1 631	1 292	(14 246)	14 584		9			(7 168)	21 743
Instruments dérivés passifs	7 393	1 431		5 962		(35)	5 997			
Comptes créditeurs de banques	933	818								
Total passifs financiers	323 982	395 337	(115 322)	43 853	68	658	5 997	14 932		22 198

Répartition de la dette par taux (avant opération de couverture)

	31.12.22			31.12.21		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	101 795	163 788	265 583	118 626	218 148	336 774
Frais d'émission	(1 073)		(1 073)	(1 523)		(1 523)
Passifs de location	47 477		47 477	48 343		48 343
Autres dettes envers les établissements de crédit	402	1 636	2 038	402	7 800	8 202
Intérêts courus	1 631		1 631	1 292		1 292
Total emprunts et dettes financières	150 232	165 424	315 656	167 140	225 948	393 088

Répartition de la dette par devises

	31.12.22				31.12.21			
	EUR	USD	Autres	Total	EUR	USD	Autres	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	236 131	19 334	10 118	265 583	296 443	18 327	22 004	336 774
Frais d'émission	(669)	(404)		(1 073)	(978)	(545)		(1 523)
Passifs de location	28 939	11 350	7 188	47 477	29 456	10 928	7 959	48 343
Autres dettes envers les établissements de crédit	2 038			2 038	8 202			8 202
Intérêts courus	1 559	53	19	1 631	1 220	53	19	1 292
Total emprunts et dettes financières	267 998	30 333	17 325	315 656	334 343	28 763	29 982	393 088

5.25. AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

Autres passifs non courants

Le détail des autres passifs non courants est le suivant:

	31.12.22	31.12.21
Dettes envers le personnel	2 985	2 154
Dettes diverses	223	481
Produits constatés d'avance	9 735	14 943
Total	12 943	17 578

Autres passifs courants

Le détail des autres passifs courants est le suivant:

	31.12.22	31.12.21
Dettes fiscales et sociales	138 970	135 375
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	1 333	1 121
Dettes diverses	49 879	34 749
Total	190 182	171 245

5.26. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers se fait conformément à la politique de gestion définie par le Président. La responsabilité du recensement et de l'évaluation, ainsi que de la couverture des risques financiers dans le respect de la politique du Groupe, appartient à l'entité opérationnelle concernée.

Afin de gérer ses expositions aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

À la date d'arrêté, la juste valeur des produits dérivés, sans prise en compte de la décote liée au risque de contrepartie, se répartit de la façon suivante:

	31.12.22		31.12.21	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Instruments dérivés de change				
Rattachés à une couverture de juste valeur	4 066	7 393	1 313	1 431
Non éligibles à la comptabilité de couverture				

Il n'existe pas d'instrument dérivé de couverture du risque de taux au 31 décembre 2022, comme au 31 décembre 2021.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité du Groupe et de chacune de ses Filiales est étroitement et périodiquement appréciée par Fives à l'aide des procédures de reporting financier du Groupe.

L'analyse suivante porte sur les engagements contractuels des dettes financières, incluant notamment les intérêts à payer.

Ces flux de trésorerie prévisionnels sont calculés jusqu'à l'échéance contractuelle des dettes auxquelles ils se rattachent. Les intérêts futurs à taux variables sont figés sur la base du dernier coupon fixé pour la période en cours et sur la base des fixings applicables en date d'arrêté pour les flux liés aux échéances ultérieures.

Les flux futurs de trésorerie présentés n'ont pas fait l'objet d'actualisation.

	Valeur bilan	< 1 an	entre 1 et 2 ans	entre 2 et 3 ans	entre 3 et 4 ans	entre 4 et 5 ans	> 5 ans
Instruments financiers non dérivés							
Emprunts auprès des établissements de crédit	267 621	73 604	64 509	67 913	42 987	12 982	5 627
Passifs de location	47 477	13 831	10 573	8 832	5 446	3 332	5 464
Total dettes brutes à long terme	315 099	87 435	75 082	76 745	48 432	16 314	11 100
Frais d'émission	(1 073)	(460)	(449)	(139)	(8)	(17)	
Total dettes à long terme	314 026	86 967	74 633	76 606	48 424	16 297	11 091
Intérêts sur dettes à long terme		10 235	8 016	5 182	1 881	694	264

Cette analyse exclut les actifs financiers et notamment les postes de trésorerie et équivalents de trésorerie et de créances clients qui s'élevèrent respectivement à 199,4M€ et 484,2M€ au 31 décembre 2022.

Il est rappelé que le Groupe dispose d'une ligne de crédit renouvelable de 115M€ utilisable à toutes fins jusqu'en décembre 2024, non tirée au 31 décembre 2022. L'utilisation de cette ligne est libre jusqu'à 50M€, et soumise au-delà au test d'un ratio de levier trimestriel, qui ne trouve pas à s'appliquer au 31 décembre 2022.

Le Groupe a exercé en avril 2021 l'option de prorogation du Prêt Garanti par l'État («PGE») de 200M€ pour cinq années supplémentaires, jusqu'en 2026. Le prêt est remboursable par annuité constante sur la durée de la période de prorogation, le premier remboursement ayant eu lieu en juillet 2022.

Risque de taux d'intérêt

Le prêt consenti par la BEI en 2018 pour un total de 80M€ a été souscrit à taux fixe. Le Prêt Garanti par l'État («PGE») de 200M€ souscrit en France en 2020 l'a été à hauteur de 40M€ à taux fixe.

L'endettement long terme du Groupe est majoritairement libellé en euro, avec une part à taux variable de 165M€ et une part à taux fixe de 150M€.

Analyse de sensibilité au risque de taux

Le Groupe est soumis au risque de variation des taux d'intérêt sur son résultat compte tenu :

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement à taux variable ;
- des flux de trésorerie relatifs aux placements à taux variable.

L'analyse suivante de sensibilité du résultat 2023 au risque de taux est effectuée en supposant que :

- le montant des dettes financières au 31 décembre 2022 est réduit à hauteur des remboursements contractuels à effectuer au cours de l'année 2023 ;
- aucune mise en place d'instruments de couverture du risque de taux ne sera réalisée ;
- la variation des taux d'intérêt ne s'applique pas aux échéances 2023 dont le taux d'intérêt est déjà contractuellement fixé.

L'analyse de sensibilité a été réalisée avec une variation des taux d'intérêt de 1%, à la hausse comme à la baisse. La sensibilité du résultat est symétrique tant que les taux d'intérêts ne reviennent pas en territoire négatif, où s'appliquerait le plafonnement contractuel à zéro. Cette situation est jugée improbable sur l'exercice 2023.

	Impact du calcul de sensibilité	
	- 1%	+ 1%
Dettes à taux variable	1 181	(1 181)
Sensibilité du résultat	1 181	(1 181)

Une hausse ou une baisse de 1% des taux d'intérêt auraient un impact de +/-1,2M€. La rémunération de la trésorerie n'a pas été considérée dans l'analyse.

Risque de change

Dettes financières en devises

Le Groupe a historiquement majoritairement financé en euro, sa monnaie de référence, l'acquisition de sociétés aux États-Unis. Les décaissements ainsi occasionnés ont été refinancés par la mise en place de prêts descendants à long terme, libellés en USD, vers les sociétés opérationnelles acquises ou la holding du groupe aux US.

Le nominal exposé au risque de change sur les prêts intragroupe libellés en USD émis par la France s'élevait à 79,7M\$ au 31 décembre 2022, contre 173,2M\$ au 31 décembre 2021, après les remboursements ou conversion en capital intervenus au cours de l'exercice 2022.

Risque de change opérationnel

Le Groupe est principalement exposé au risque de change via des positions nettes créées par la négociation de contrats à l'export dans une devise différente de la devise fonctionnelle de la société contractante.

Les principaux couples de devises de risque sont l'EUR/USD, le USD/CAD, le JPY/EUR et le CNY/EUR.

Le Groupe s'efforce contrat par contrat de limiter l'exposition de sa marge opérationnelle au risque de change en positionnant des achats dans la ou les devises de vente, afin de bénéficier d'une couverture naturelle.

Les risques de change résiduels nets sont couverts dès leur naissance essentiellement par le biais de contrats de change à terme et/ ou la mise en place de polices Bpifrance Assurance, Change (Filiales françaises).

Analyse de sensibilité au risque de change

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans la monnaie de présentation de celui-ci (euro).

Exposition au 31 décembre 2022, prêts USD, nominal et intérêts prévisionnels 2023

Le nominal des prêts d'acquisition libellés en USD, s'élève à 79,7M\$ au 31 décembre 2022 ; le produit prévisionnel d'intérêts 2023 à 5,8M\$. Aucune opération de couverture n'était en place au 31 décembre 2022.

L'exposition nette ressort ainsi à 85,4M\$ ou 80,1M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

La sensibilité de cette exposition en devises à une variation de 10 cents du cours de change EUR/USD serait la suivante en 2023 :

	TC-10c	TC	TC+10c
Prêts USD			
<i>Cours de clôture</i>	0,967	1,067	1,167
Créance nette après couverture	56,5	51,2	46,8
Impact résultat 2023	5,3		(4,4)

Exposition nette au 31 décembre 2022, prêts USD, cash-flows prévisionnels 2023

Les cash-flows attendus en 2023 au titre des prêts intra-groupe d'acquisition libellés en USD (échéances d'intérêts et capital), en considérant un respect des échéanciers contractuels en place, s'élèvent à 39,3M\$; le prêt d'un montant de 30M\$ à échéance du 30 juin 2023 a été capitalisé le 9 mars 2023.

L'exposition cash sur les flux de trésorerie prévisionnels en USD en 2023 ressort donc à 39,3M\$, soit 36,8M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

Contrats commerciaux

Le risque de change sur les contrats commerciaux est généralement couvert par des instruments de marché, éligibles à la comptabilité de couverture en juste valeur. Les éléments financiers relatifs aux contrats commerciaux faisant l'objet d'une couverture contre le risque de change sont valorisés au taux des couvertures.

Les sociétés mesurent régulièrement l'efficacité de leurs couvertures de change au regard de l'évolution des sous-jacents couverts.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières. Le Groupe encadre étroitement le risque de contrepartie bancaire.

Risque lié aux créances commerciales

Le Groupe considère que le risque d'une défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat, est limité. En effet, le Groupe mène une gestion attentive du risque de crédit sur ses créances commerciales, détaillée en note 5.18.

Risque lié aux autres actifs financiers

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de change et de taux d'intérêt naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan.

Risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2022, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont intégralement déposés auprès des banques commerciales de premier rang finançant l'activité du Groupe.

5.27. VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

Les méthodes retenues sont décrites dans les principes comptables. Le Groupe n'a pas identifié de différences significatives entre la valeur comptable et la valeur de marché des différents actifs et passifs financiers du bilan, quelle que soit leur catégorie ou leur niveau de juste valeur.

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation) :

- catégorie de niveau 1: instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie de niveau 3: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les actifs financiers disponibles à la vente et OPCVM monétaires rentrent dans la catégorie de niveau 1 et les instruments dérivés de change et de taux rentrent dans la catégorie de niveau 2. Les passifs liés aux acquisitions (dettes de complément de prix et engagements de rachat) rentrent dans la catégorie de niveau 3.

5.28. ENGAGEMENTS HORS BILAN**Avals, cautions et autres**

	31.12.22	31.12.21
Engagements donnés	338 011	251 356
Engagements reçus	21 427	19 509

Les avals, cautions et autres ci-dessus correspondent aux engagements donnés ou reçus dans le cadre du financement des affaires en cours d'exécution et des garanties de bonne fin données sur les contrats.

Nantissements

À la sûreté et en garantie des obligations (i) de Novafives en qualité d'émetteur au titre de l'émission obligataire en date du 26 avril 2018 et (ii) de Novafives et de Fives en qualité d'emprunteurs au titre du contrat de crédit renouvelable en date du 26 avril 2018, Novafives a notamment consenti, au profit des prêteurs obligataires et des prêteurs du contrat de crédit renouvelable, un nantissement de compte-titres portant sur l'ensemble des titres qu'elle détient.

5.29. PARTIES LIÉES

Les parties liées sont principalement:

- les actionnaires de Fives ;
- les entreprises associées ;
- les entités contrôlées non consolidées du fait de leur très faible importance.

Aucune transaction significative autre que celles décrites dans la présente annexe n'a été réalisée avec les parties liées.

Rémunération des principaux dirigeants

En 2022, les rémunérations globales directes et indirectes perçues de Fives ou de ses Filiales par le Président et les membres du comité de Direction Générale, soit 8 personnes au total, se sont élevées à 3855k€.

5.30. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes de Fives et de ses Filiales figurant dans les comptes consolidés des périodes arrêtées au 31 décembre 2022 et 2021 s'élève respectivement à :

	2022			2021		
	Audit légal	Autres missions	Total	Audit légal	Autres missions	Total
Deloitte	701	82	784	614	127	741
Ernst & Young	610	74	684	649	77	726
Autres	839		839	620		620
Total	2 150	157	2 307	1 884	204	2 088

5.31. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Il n'a pas été identifié d'événement significatif intervenu postérieurement à la clôture.

5.32. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2022

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
HOLDINGS ET FILIALES NON AFFECTÉES AUX SECTEURS OPÉRATIONNELS				
Fives *	Paris, France			Société Mère
FI 2006 *	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives UK Holding Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Italy S.r.l.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Engineering (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Shanghai Fives Automation & Processing Equipment Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Japan KK	Japon	IG	100.00	100.00
Eiffel RE	Luxembourg	IG	100.00	100.00
Fives Maintenance *	Montévrain, France	IG	100.00	100.00
Fives Nordon *	Nancy, France	IG	100.00	100.00
Fives Nordon ACPD *	La Hague, France	IG	100.00	100.00
AddUp SAS	Cébazat, France	MEE	50.00	43.51
Fives Real Estate *	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Nancy	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Héricourt	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Val d'Europe	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Golbey	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Ronchin	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Le Bignon	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Capdenac	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Mios	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Lorient	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Plœmeur	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Givors	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Martillac	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Technopole du Château Gombert	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives RE Soultz	Paris, France	IG	100.00	100.00
SMART AUTOMATION SOLUTIONS				
Fives Intralogistics SAS *	Chasse-sur-Rhône, France	IG	100.00	100.00
Fives Syleps *	Lorient, France	IG	100.00	100.00
Fives Conveying *	Montévrain, France	IG	100.00	100.00
Fives Conveying Iberica	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives Cinetic *	Héricourt, France	IG	100.00	100.00
FI2011	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives Intralogistics S.P.A.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Intralogistics Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Cinetic Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives DyAG Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Cinetic Mexico SA de CV	Mexique	IG	100.00	100.00
Fives Intralogistics K.K.	Japon	IG	100.00	100.00
Fives Filling & Sealing *	Le Bignon, France	IG	100.00	100.00
Fives Filling & Sealing K.K.	Japon	IG	100.00	100.00
HIGH PRECISION MACHINES				
Fives Landis Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Grinding Mexico SAPI de CV	Mexique	IG	51.00	51.00
Fives Machining Systems Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Lund LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Liné Machines Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
4192567 Canada Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Sogelire Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Landis Limited	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Fives Landis GmbH	Allemagne	IG	100.00	100.00
Fives Giustina S.r.l.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Machining *	Capdenac-Gare, France	IG	100.00	100.00
Daisho Seiki Corporation	Japon	IG	100.00	100.00
Daisho Seiki Korea Co., Ltd.	Corée du Sud	IG	85.46	85.46
Daisho Seiki American Corporation	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems Korea Inc.	Corée du Sud	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Cincinnati Machine International, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Giddings & Lewis, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
PROCESS TECHNOLOGIES				
Fives FCB *	Villeneuve d'Ascq, France	IG	100.00	100.00
Fives FCB Services Mexico S.A. de C.V.	Mexique	IG	99.90	99.90
Fives FCB Sénégal	Sénégal	IG	100.00	100.00
Fives Pillard	Marseille, France	IG	85.20	85.20
Fives Pillard España S.A.U.	Espagne	IG	100.00	85.20
Fives Pillard Deutschland GmbH	Allemagne	IG	47.50	40.47
Fives Combustion Systems Private Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Cail KCP Ltd.	Inde	MEE	40.00	40.00
Fives North American Combustion France SAS*	Marseille, France	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Netherlands BV	Pays-Bas	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Spain S.L.	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Canada Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
North American Construction Services Ltd.	États-Unis	IG	100.00	100.00
NAMCO Constructions Services Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Cryo *	Golbey, France	IG	100.00	100.00
Fives Cryo (Suzhou) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Cryomec A.G.	Suisse	IG	100.00	100.00
Fives Cryo Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Itas S.P.A.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Bronx, Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Bronx Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives OTO S.P.A.	Italie	IG	100.00	100.00
F.L. Métal *	Lezennes, France	IG	100.00	100.00
Fives DMS *	Lezennes, France	IG	100.00	100.00
Fives ST Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Steel Spain SA	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives Keods *	Maisons-Alfort, France	IG	100.00	100.00
Fives Stein *	Maisons-Alfort, France	IG	100.00	100.00
Fives Celes *	Lautenbach, France	IG	100.00	100.00
Fives Stein India Projects Private Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Stein Metallurgical Technology (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Stein Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives India Engineering & Projects Private Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Solios *	Givors, France	IG	100.00	100.00
PSA 2000 *	Givors, France	IG	100.00	100.00
PSA 2000 Saudi Arabia Ltd.	Arabie Saoudite	IG	100.00	100.00
Fives Services Gulf W.L.L.	Bahreïn	IG	100.00	100.00
Fives Solios Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Solios Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Services Southern Africa (Pty) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100.00	100.00
Fives Services Mzansi (Pty) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100.00	100.00
Fives ECL *	Ronchin, France	IG	100.00	100.00
Fives Services Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Services Gulf DMCC	Émirats Arabes Unis	IG	100.00	100.00
Fives Services Australia PTY Ltd.	Australie	IG	100.00	100.00

* Sociétés incluses dans le périmètre de l'intégration fiscale Orsay.
IG: sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale
MEE: sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

DELOITTE & ASSOCIÉS

Tour Majunga - 6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
SAS au capital de 2 188 160€
572 028 041 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Tour First - TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

Aux associés de la société Fives,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Fives relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Comme il est décrit dans les notes 2.5, 2.9, 2.14 et 5.12 de l'annexe aux comptes consolidés, les écarts d'acquisitions font l'objet d'un test de dépréciation. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les estimations de flux de trésorerie futurs et les hypothèses utilisées, et vérifié que ces notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Comme il est indiqué dans les notes 2.5, 2.18, 2.19 et 2.20 de l'annexe aux comptes consolidés, les résultats des contrats de construction et des contrats de services à long terme sont dégagés à l'avancement sur la base d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement de ces contrats. Ces estimations sont effectuées sur chaque contrat sous le contrôle de la direction.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à prendre connaissance des processus mis en place dans ce cadre, à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations et à comparer ces estimations comptables clés des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Comme il est indiqué dans les notes 2.5 et 2.27 de l'annexe aux comptes consolidés, les actifs d'impôts différés sont reconnus dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à une entité fiscale une assurance raisonnable de récupération. Nous avons examiné les prévisions financières et les hypothèses utilisées et vérifié que ces notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 29 mars 2023

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS
Pascal Colin

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Pierre Jouanne
Sébastien Vouaux

TEXTE DES DÉCISIONS

PREMIÈRE DÉCISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport de gestion du Président et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, et
- des comptes annuels,

approuve les comptes de la Société arrêtés au 31 décembre 2022 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître une perte de 91693908,47€.

L'Associé Unique approuve également le montant global de certaines charges non déductibles fiscalement s'élevant à 55005€ ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 13751€.

DEUXIÈME DÉCISION

L'Associé Unique, sur proposition du Président, décide d'affecter la perte de l'exercice de 91693908,47 € au poste report à nouveau ce qui aura pour effet d'en ramener le montant à 217382548,03€.

L'Associé Unique constate qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois exercices précédents.

TROISIÈME DÉCISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport de gestion du Président et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, et
- des comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de la Société arrêtés au 31 décembre 2022 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un résultat net part du Groupe de 9392k€.

QUATRIÈME DÉCISION

L'Associé Unique approuve les conventions entrant dans le champ des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de Commerce.

CINQUIÈME DÉCISION

L'Associé Unique, comme conséquence des décisions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion au Président.

SIXIÈME DÉCISION

L'Associé Unique décide, conformément à l'article 16.1 des statuts de la Société, de renouveler pour une durée de trois exercices, soit jusqu'à l'issue des décisions de l'Associé Unique qui statuera sur les comptes de l'exercice 2025, le mandat de membre du Comité de Surveillance de Monsieur Alain Cianchini.

SEPTIÈME DÉCISION

L'Associé Unique donne tous pouvoirs à la société LVPRO, SAS au capital de 51 454,80 € dont le siège social est sis 15 rue de Milan - 75009 (RCS Paris 809 015 407), et ses mandataires, de, au nom et pour le compte de la Société, faire auprès du greffe du Tribunal compétent et/ou au guichet unique, les formalités subséquentes au Registre du Commerce et des Sociétés concernant ladite Société, procéder si nécessaire à tout enregistrement auprès du service des impôts compétent ; en conséquence, faire toutes démarches, effectuer tout dépôt de pièces et signer tous formulaires, certifier conforme les actes visés à l'article R.123-102 du Code de commerce dans le cadre de l'article A 123-4 du Code de commerce, acquitter tous droits et taxes, et en général, faire tout ce qui sera nécessaire.

Fives

S.A.S. au capital de 102 723 764 €
Siège social: 3 rue Drouot, 75009 Paris
542 023 841 R.C.S. PARIS – APE 7010Z
Téléphone: +33 (0)1 45 23 75 75 - Fax: +33 (0)1 45 23 75 71
E-mail: contact@fivesgroup.com
www.fivesgroup.com

Édité par la Direction de la Communication de Fives

Créé par Le Square: +33 (0)1 45 06 56 44
Photographies: Fives, Le Square
Copyright © 2023 - Fives - Tous droits réservés

